



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 8 FEVRIER 1908.

QUEBEC, SATURDAY, 8th FEBRUARY, 1908

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 31

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 32

AVERTISSEMENT AUX CONSEILS MUNICIPAUX.

Le secrétaire-trésorier de chaque municipalité devra conserver en liasse les numéros de la *Gazette Officielle* qui lui seront adressés, et en donner communication à demande aux électeurs municipaux de la localité.

Bureau du Secrétaire. Québec, 25 janvier 1908. 389.3

NOTICE TO MUNICIPAL COUNCILS.

The secretary treasurer of each municipality shall be bound to file and keep of record the numbers of the *Official Gazette* which may be addressed to him, and to allow communication thereof upon demand to the municipal electors of the locality.

Secretary's Office. Québec, 25th January, 1908. 390

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du neuf janvier 1908, de nommer MM. Homer E. Mitchel, de Bedford, dans le comté de Missisquoi, Arthur Vaillancourt, de Waterloo, dans le comté de Shefford, et Benjamin Joanette, de Brigham, tous trois médecins, coroner conjointement, pour le district de Bedford. 599

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 4 février 1908, de nommer MM. Duncan Campbell, William C. Young et John Anderson, conseillers de la municipalité du canton

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the ninth of January, 1908, to appoint Messrs Homer E. Mitchel, of Bedford, in the county of Missisquoi, Arthur Vaillancourt, of Waterloo, in the county of Shefford, and Benjamin Joanette, of Brigham, all three physicians, joint coroner for the district of Bedford. 600

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased on the 4th February, 1908, to appoint Messrs. Duncan Campbell, William C. Young and John Anderson, councillors of the municipality of the

de Bristol, comté de Pontiac, en vertu de l'article 327 du code municipal.

617

Proclamation

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
(L. S.)

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT- INQUIÈME jour du mois de JANVIER courant—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de JANVIER courant.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de la proroger de nouveau au TROISIÈME jour du mois de MARS prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre Cité de Québec, le dit VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER courant, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le TROISIÈME jour du mois de MARS prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEPTIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent huit, et de Notre Règne la septième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

457

ERRATUM.

À la page 254, de la *Gazette Officielle* du premier de février au bas de la proclamation numéro 481, lisez : " Sous secrétaire de la province," au lieu de " Sous secrétaire de la province intérimaire," et au numéro 482, lisez " Deputy Provincial Secretary," au lieu de " Interim Deputy Provincial Secretary."

601

township of Bristol, county of Pontiac, in conformity with the provisions of article 327 of the municipal code.

618

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Québec. }
(L. S.)

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the TWENTY FIFTH day of the month of JANUARY instant—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec stands prorogued to the TWENTY FIFTH day of the month of JANUARY instant.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit by and with the advice and consent of Our Executive Council of the Province of Québec, further to prorogue it to the THIRD day of the month of MARCH next, so that you and each of you are not bound or obliged to appear in Our City of Québec, on the said TWENTY FIFTH day of JANUARY instant, and We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on TUESDAY, the THIRD day of the month of MARCH next, at Our said City of Québec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Québec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this SEVENTH day of JANUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and eight, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

458

ERRATUM.

On page 254, of the *Official Gazette* of the first of February, at the foot of the proclamation number 481, read : " Sous secrétaire de la province," instead of " Sous secrétaire de la province intérimaire," and at number 482, read : " Deputy Provincial Secretary," instead of " Interim Deputy Provincial Secretary."

602

Avis du Gouvernement

LA MÉDAILLE ALBERT.

RÈGLEMENTS TELS QUE MODIFIÉS PAR MANDAT ROYAL DU 5 JUIN 1905.

LA Médaille Albert a été instituée par mandat royal daté le 7 mars 1866, dans l'intention de récompenser, au moyen de la faveur royale, des actes d'héroïsme accomplis sur mer et sur terre.

Le présent a été modifié par d'autres mandats datés le 12 avril 1867, 30 avril 1877, 13 septembre 1881, 12 mars, 1891, et 24 mars 1904, et par mandat royal du 5 juin 1905, les règles et ordonnances suivantes ont été établies :—

I. Il est ordonné, que les décorations pour "Acte de bravoure en sauvant la vie en mer" seront désignées "La Médaille Albert de Première Classe" et "La Médaille Albert de Deuxième Classe."

II. Il est ordonné, que "La Médaille Albert de Première Classe" quand elle est donnée pour acte de bravoure en sauvant la vie en mer, consistera d'un insigne ou décoration en or de forme ovale, émaillé de bleu foncé, avec un monogramme composé des lettres V et A entrelacées avec une ancre debout en or, entourée d'une jarrettière en bronze, inscrite de lettres d'or en relief "For Gallantry in Saving Life at Sea," et surmontée d'une représentation de la Couronne de Son Altesse Royale le Prince Consort, et suspendue par un ruban bleu foncé large d'un pouce et trois-huitièmes, avec quatre bandes longitudinales blanches.

III. Il est ordonné, que la "Médaille Albert de Deuxième Classe," quand elle est décernée pour acte de bravoure en sauvant la vie en mer, consistera d'un insigne émaillé de même forme, sauf qu'elle sera entièrement de bronze au lieu d'or et de bronze, et sera suspendue d'un ruban bleu foncé large d'un pouce et trois-huitièmes, avec deux bandes longitudinales blanches.

IV. Il est ordonné, que les Médailles ne seront décernées qu'à ceux de Nos fidèles sujets et autres, qui, en sauvant ou tentant de sauver la vie des autres du naufrage ou autres périls de la mer, ont risqué leur propre vie, et que ce don ne sera accordé que sur la recommandation que Nous en fera Notre principal Secrétaire d'Etat pour le Ministère de l'Intérieur.

Pourvu toujours que les mesures préliminaires et l'enquête concernant le don d'une Médaille Albert inscrite "Pour acte de bravoure en sauvant la vie en mer" incomberont, dans le cas d'une personne appartenant à la marine royale ou aux soldats de la marine, aux Lords Commissaires de l'Amirauté, et dans les autres cas au Président du Board of Trade.

V. Il est ordonné, que les noms des personnes à qui il Nous plaira de décerner l'une ou l'autre des Médailles inscrites "For Gallantry in Saving Life at Sea", seront publiés dans la *London Gazette*, et qu'un registre des noms de celles de ces personnes qui appartiennent à la marine royale ou aux soldats de la marine sera tenu au bureau des Lords Commissaires de l'Amirauté, et un registre des noms de ceux qui n'appartiennent ni à la marine royale ni aux soldats de la marine auxquels il Nous plaira de décerner l'une ou l'autre médaille inscrite comme susdit, sera tenu au bureau du Board of Trade.

VI. Il est ordonné, que la décoration pour acte de bravoure en sauvant la vie menacée autrement que par les périls de la mer, sera désignée "La Médaille Albert de Première Classe", et "La Médaille Albert de Deuxième Classe", et sera inscrite "For Gallantry in Saving Life on Land."

VII. Il est ordonné, que "La Médaille Albert de Première Classe" quand elle est donnée pour acte de bravoure en sauvant la vie sur terre, consistera d'un insigne ou décoration en or de forme ovale, émaillé de cramoisi, avec un monogramme composé des lettres V et A entrelacées avec une ancre debout en or, entourée d'une jarrettière en

Government Notices

THE ALBERT MEDAL.

REGULATIONS AS AMENDED BY ROYAL WARRANT OF 5TH JUNE, 1905.

THE Albert Medal was instituted by Royal Warrant dated 7th March, 1866, for the purpose of rewarding, by mark of Royal favour, heroic actions performed on sea or land.

This Warrant was amended by others bearing date 12th April, 1867, 30th April, 1877, 13th September, 1881, 12th March, 1891, and 24th March, 1904, by Royal Warrant 5th June, 1905, the following rules and ordinances were established :—

I. It is ordained that the Decorations "For Gallantry in Saving Life at Sea" shall be styled "The Albert Medal of the First Class" and "The Albert Medal of the Second Class".

II. It is ordained that "The Albert Medal of the First Class", when conferred for gallantry in saving life at sea, shall consist of a gold oval-shaped Badge or Decoration, enamelled in dark blue, with a Monogram composed of the letters V and A, interlaced with an Anchor erect in gold, surrounded by a Garter in bronze, inscribed in raised letters in gold, "For Gallantry in Saving Life at Sea", and surmounted by a representation of the Crown of His Royal Highness the lamented Prince Consort, and suspended from a dark blue riband of an inch and three-eighths in width, with four white longitudinal stripes.

III. It is ordained that "The Albert Medal of the Second Class", when conferred for gallantry in saving life at sea, shall consist of the like shaped enamelled Badge, save and except in this class it shall be entirely worked in bronze, instead of gold and bronze, and shall be suspended from a dark blue riband of an inch and three-eighths of an inch in width, with two white longitudinal stripes.

IV. It is ordained that the Medals shall only be awarded to those of Our faithful subjects and others who, in saving or endeavouring to save the lives of others from shipwreck or other perils of the sea, have endangered their own lives, and that such award shall be made only on the recommendation to Us by Our Principal Secretary of State for the Home Department.

Provided always that the preliminary steps and inquiry concerning the award of either Albert Medal inscribed "For Gallantry in Saving Life at Sea," shall, if the award be to any one belonging to the Royal Navy or the Royal Marines, be with the Lords Commissioners of the Admiralty, and in other cases with the President of the Board of Trade.

V. It is ordained that the names of those persons upon whom We may be pleased to confer either of the Albert Medals inscribed "For Gallantry in Saving Life at Sea," shall be published in the *London Gazette*, and that a Register of the names of such of these persons as belong to the Royal Navy or the Royal Marines, shall be kept in the Office of the Lords Commissioners of the Admiralty, and a Register of the names of the persons not belonging to the Royal Navy or the Royal Marines upon whom We may be pleased to confer either Medal inscribed as aforesaid, shall be kept in the Office of the Board of Trade.

VI. It is ordained that the Decoration for gallantry in saving lives endangered otherwise than by perils of the sea, shall be styled "The Albert Medal of the First Class" and "The Albert Medal of the Second Class", and shall be inscribed "For Gallantry in Saving Life on Land".

VII. It is ordained that "The Albert Medal of the First Class", when conferred for gallantry in saving life on land, shall consist of a gold oval-shaped Badge or Decoration, enamelled in crimson, with a Monogram composed of the letters V and A, erect in gold, surrounded by a garter in bronze, ins-

bronze, incrite de lettres d'or en relief "For Gallantry in Saving Life on Land" et surmontée d'une représentation de la Couronne de Son Altesse Royale le Prince Consort, et suspendue par un ruban cramoisi, large d'un pouce et trois-huitièmes, avec quatre bandes longitudinales blanches.

VIII. Il est ordonné, que "La Médaille Albert de Deuxième Classe", quand elle est décernée pour acte de bravoure en sauvant la vie sur terre, consistera d'un insigne émaillé de même forme, sauf qu'elle sera entièrement de bronze, au lieu d'or et de bronze, et sera suspendu d'un ruban cramoisi large d'un pouce et trois-huitièmes, avec deux bandes longitudinales blanches.

IX. Il est ordonné que les noms de ceux à qui il Nous plaira de conférer l'une ou l'autre de ces décorations devront être publiés dans la *London Gazette* et qu'un registre à cet effet devra être tenu dans le bureau de Notre principal Secrétaire d'Etat pour le Ministère de l'Intérieur.

X. Il est ordonné que les médailles ne seront conférées qu'à ceux de Nos fidèles sujets et autres qui, en sauvant ou tentant de sauver la vie des autres des périls des mines, des chemins de fer, ou des incendies, ou périls autres que ceux de la mer, ont exposé leur propre vie, et que ce don ne sera fait que sur la recommandation que nous en fera Notre principal Secrétaire d'Etat pour le Ministère de l'Intérieur.

Les règles et ordonnances suivantes sont établies pour la gouverne des décorations, décernées pour acte de bravoure en sauvant la vie soit en mer soit sur terre.

XI. Il est ordonné, que "La Médaille Albert de Première Classe" ne sera donnée que pour les actes de bravoure extrême et héroïque, et que "La Médaille Albert de Deuxième Classe" sera donnée dans des cas qui, tout en étant dans les attributions du présent mandat, ne sont pas suffisamment distingués pour mériter "La Médaille Albert de Première Classe".

XII. Il est ordonné, que chaque médaille sera suspendue sur le côté gauche de la poitrine.

XIII. Il est ordonné que tout acte de bravoure digne de reconnaissance accompli par quelque personne qui a déjà reçu la médaille Albert, peut être attesté, sur la recommandation que Nous en fera Notre principal Secrétaire d'Etat pour le Ministère de l'Intérieur, par une barre attachée au ruban auquel la médaille est suspendue; et pour chaque acte additionnel de dévouement une nouvelle barre pourra être ajoutée.

XIV. Afin d'édicter des dispositions supplémentaires dans le but de conserver la pureté de ces très honorables décorations, il est ordonné que si quelque personne qui aura reçu l'une ou l'autre de ces décorations se rend coupable de quelque crime ou de conduite dégradante qui, selon Notre jugement, le rend indigne d'être décoré, son nom sera, par mandat spécial émis sous Notre Seing Royal, immédiatement biffé du registre de ceux qui auront reçu la dite décoration, et sa médaille sera confisquée. Et toute personne à qui la dite médaille est donnée devra, avant de la recevoir, s'engager à la remettre, si son nom est biffé comme susdit en vertu de ce règlement. Il est de plus par les présentes déclaré que Nous, Nos héritiers et successeurs, devrions être les seuls juges des circonstances demandant cette expulsion. De plus, Nous devons en tout temps avoir le pouvoir de redonner la décoration à toute personne qui peut en aucun temps en avoir été privée.

XV. Les mandats du 7 mars 1866, du 2 avril 1867, du 30 avril 1877, du 13 septembre 1881, du 12 mars 1891, et du 24 mars 1904, sont par le présent abrogés.

Donné à Notre Cour, à Saint-James, le cinquième jour de juin mil neuf cent cinq, dans la cinquième année de Notre règne.

Par ordre de Sa Majesté,

619

A. AKERS-DOUGLAS.

cribed in raised letters of gold, "For Gallantry in Saving Life on Land", and surmounted by a representation of the Crown of His Royal Highness the lamented Prince Consort, and suspended from a crimson riband of an inch and three-eighths in width with four white longitudinal stripes.

VIII. It is ordained that "The Albert Medal of the Second Class" when conferred for gallantry for saving life on land, shall consist of the like shaped enamelled badge, save and except that it shall be entire y worked in bronze, instead of gold and bronze, and shall be suspended from a crimson riband of an inch and three-eighths of an inch in width with two white longitudinal stripes.

IX. It is ordained that the names of those upon whom We may be pleased to confer either of those Decorations shall be published in the *London Gazette*, and that a register thereof shall be kept in the Office of Our Principal Secretary of State for the Home Department.

X. It is ordained, that the Medals shall only be awarded to those of Our faithful subjects and others who, in saving or endeavouring to save the lives of others from accidents in mines, on railways, or at fires, or other peril than perils of the sea, have endangered their own lives, and that such award shall be made only on a recommendation to Us by Our Principal Secretary of State for the Home Department.

The following Rules and Ordinances are ordained for the government of the Decorations whether awarded for Gallantry in Saving Life at Sea, or on Land.

XI. It is ordained that "The Albert Medal of the First Class" shall be confined to cases of extreme and heroic daring, and that "The Albert Medal of the Second Class" shall be given in cases which, though falling within the cases contemplated by this Warrant, are not sufficiently distinguished to deserve "The Albert Medal of the First Class".

XII. It is ordained that each Medal shall be suspended from the left breast.

XIII. It is ordained that any act of gallantry which is worthy of recognition by the award of the Albert Medal, but is performed by one upon whom the Decoration has already been conferred, may on a recommendation to Us by Our Principal Secretary of State for the Home Department, be recorded by a bar attached to the riband by which the medal is suspended; and for every such additional act an additional bar may be added.

XIV. In order to make such additional provision as shall effectually preserve pure these most honorable Decorations, it is ordained that if any person on whom either of such Decorations is conferred be guilty of any crime or disgraceful conduct which in Our judgment disqualifies him for the same, his name shall, by an especial Warrant under Our Sign Manual, be forthwith erased from the register of those upon whom the said Decoration shall have been conferred, and his Medal shall be forfeited. And every person to whom the said Medal is given shall, before receiving the same, enter into an engagement to return the same if his name shall be so erased as aforesaid under this regulation. It is hereby further declared, that We Our Heirs and Successors, shall be the sole judges of the circumstance demanding such expulsion. Moreover, We shall at all times have power to order that any person who may at any time have been expelled shall be restored to the enjoyment of the Decoration.

XV. The Warrants of the 7th March, 1866, the 12th April, 1867, the 30th April, 1877, the 13th September, 1881, the 12th March, 1891, and the 24th March, 1904, are hereby repealed.

Given at Our Court at Saint James's, this fifth day of June, one thousand nine hundred and five, in the fifth year of Our Reign.

By His Majesty's Command,

A. AKERS-DOUGLAS

Avi est par le présent donné qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, des lettres patentes ont été émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du trentième jour de janvier 1908, constituant en corporation MM. Jules Cantin et Wilfrid Cantin, industriels, Prudent Brouart, cultivateur, Joseph Boucher, menuisier, Edouard Lambert, mécanicien, Victor Lambert, bourgeois, Albert Poulin, entrepreneur, Joseph Pouliot et Gédéon Gagnon, menuisiers, Louis Albert Boulanger, agent d'assurance, Israël Poulin, charretier, Pierre Côté, Joseph Cloutier, Sinaï Audet et Omer Brouart, tous menuisiers, de Disraëli, dans le comté de Wolfe, dans le but suivant : acquérir par achat, bail ou autrement, posséder et exploiter les moulins, immeubles et objets mobiliers suivants, savoir : le lot de terre numéro vingt-neuf F (29 F), du cinquième rang du canton de Garthby, dans le village de Disraëli, avec la maison et autres bâtisses dessus construites ; et le lot de terre numéro vingt-neuf B (29 B), du même rang du dit canton, dans le dit village de Disraëli, avec le moulin à scie et autres bâtisses dessus construites, ainsi que les engins, bouilloires, et toutes les machines et autres accessoires que contient le dit moulin, ainsi que le bois et autres effets mobiliers qui se trouvent sur les dits terrains ; lesquels immeubles et objets mobiliers, présentement la propriété de Jules et Wilfrid Cantin, industriels, du dit village de Disraëli, sont ainsi décrits dans un acte de promesse de vente sous seing privé, consenti et signé par les dits Jules et Wilfrid Cantin, en faveur d'une société composée des requérants ci-dessus nommés, spécialement formé pour l'exploitation des dits moulins, et qui devra, en vertu du dit acte de promesse de vente et de son acte de société, transporter les dits moulins, terrains et objets mobiliers ci-dessus décrits à "La Compagnie Manufacturière du Village de Disraëli", lorsqu'elle aura obtenu les lettres patentes la constituant en corporation.

Faire le commerce de bois en gros et en détail, scier, planer, et autrement travailler et fabriquer le bois ; fabriquer des portes, châssis et meubles de tous genres ; construire et réparer des maisons et autres bâtisses ; moulinier le grain ; exercer toute autre industrie et commerce ayant rapport aux diverses opérations ci-dessus énumérées.

Acquérir, posséder, hypothéquer, vendre et aliéner tout immeuble nécessaire ou utiles aux dites opérations.

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets, en tout ou en partie, que ceux de cette compagnie, sous le nom de "La Compagnie Manufacturière du Village de Disraëli", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de février 1908.

L. A. TASCHEREAU,

597 Secrétaire de la province intérimaire.

Avi est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente janvier 1908, constituant en corporation MM. Antoine Larocque, manufacturier, Alfred Larocque, comptable, Téléphore Larocque, commis, Camille Coste, machiniste, Philibert Jubinville, ouvrier, tous de Marieville, dans le but suivant, savoir : fabrication de bas, mitaines et autres tissus, vêtements et articles entrant dans la fabrication de tricot, sous le nom de "The Marieville Knitting Company", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de février 1908.

L. A. TASCHEREAU,

595 Secrétaire de la province intérimaire.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1908, incorporating Messrs. Jules Cantin and Wilfrid Cantin, manufacturers, Prudent Brouart, farmer, Joseph Boucher, joiner, Edouard Lambert, machinist, Victor Lambert, gentleman, Albert Poulin, contractor, Joseph Pouliot and Gédéon Gagnon, joiners, Louis Albert Boulanger, insurance agent, Israel Poulin, carter, Pierre Côté, Joseph Cloutier, Sinaï Audet and Omer Brouart, all joiners of Disraëli, in the county of Wolfe, for the following purposes : to acquire, by purchase, lease or otherwise, to own and work mills, immovables and movables following, to wit : the lot of land number twenty-nine F (29 F), of the fifth range of the township of Garthby, in the village of Disraëli, with the house and other buildings thereon erected ; and the lot of land number twenty-nine B (29 B), of the same range of the said township, in the said village of Disraëli, with the saw mill and other buildings thereon erected, as also the engines, boilers, and all the machines and other accessories contained in the said mill, as also the wood and other movable effects found on the said lots ; which immovables and movables, now the property of Jules and Wilfrid Cantin, manufacturers, of the said village of Disraëli, are thus described in a promise of sale under private writing, made and signed by the said Jules and Wilfrid Cantin, in favor of a firm composed of the petitioners hereinabove named, specially formed for working the said mills, and which should, in virtue of the said promise of sale and of its deed of partnership, convey the said mills, lands and movable objects herein above described to "La Compagnie Manufacturière du Village de Disraëli", when it has obtained letters patent incorporating it.

To carry on a wholesale and retail lumber business, to saw, plane and otherwise work and manufacture lumber, to make doors and window frames, and furniture of all kinds, to build and repair houses and other buildings, to grind grain, to carry on any other industry or business connected with the several operations herein above set forth.

To acquire, own, mortgage, sell and convey any real estate necessary or useful for the said operations.

To amalgamate with any other company having the same objects, wholly or partly, as those of this company, by the name of "La Compagnie Manufacturière du Village de Disraëli", with a total capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the provincial secretary's office, this fourth day of February, 1908.

L. A. TASCHEREAU,

598 Interim Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth of January, 1908, incorporating Messrs. Antoine Larocque, manufacturer, Alfred Larocque, accountant, Téléphore Larocque, clerk, Camille Coste, machinist, Philibert Jubinville, workman, all of Marieville, for the following purpose, namely : making stockings, mittens and other tissues, clothes and articles entering in the fabrication of knitted work, by the name of "The Marieville Knitting Company", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the provincial secretary, this fourth day of February, 1908.

L. A. TASCHEREAU,

596 Interim Provincial Secretary.

SYNOPSIS des rapports faits par les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, faisant affaires en la province de Québec, pour l'année finissant le 31 août 1907, préparé en vertu des dispositions de la section 74, de l'acte des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu de 1882 et ses amendements.

SYNOPSIS of Returns made by the Mutual Fire Insurance Companies transacting business in the province of Quebec, for the year ended 31st August, 1907, prepared in accordance with the provisions of section 74, of the Mutual Fire Insurance Companies' Act of 1882 and amendments.

NOMS DES COMPAGNIES. — NAMES OF COMPANIES.	ACTIF. — ASSETS.						PASSIF. — LIABILITIES.						REVENU. — INCOME.			
	Immeubles et meubles de bureau. — Real Estate and office furniture.	Comptant. — Cash.	Versements non payés (bon). — Unpaid assessments (good)	Billets de dépôt, non cotisés. — Deposit Notes, unassessed.	Autres montants dus. — Other amounts due.	Placements. — Investments.	Pertes non payées. — Losses due but unpaid.	Réclamations contestées. — Resisted claims.	Intérêt. — Interest.	Prêts. — Loans.	Autres réclamations. — Other claims.	Argent reçu sur versements. — Cash on assessments.	Primes payées. — Cash on premiums.	Intérêt. — Interest.	Prêts. — Loans.	Autres revenus, — Other sources.
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Comté de—Co. of Beauharnois.	2841 77	6483 30	5793 39	46307 65	2779 35	6480 83	1450 70	25500 00	3719 11	26712 60	1354 73	216 68	8000 00	8217 00		
Canada	788 83	4310 44	325 79	149379 21	8849 79	2000 00			75 01	1236 88	22373 45			8882 99		
Dominion	849 73	8803 82	26478 30	116782 03	11388 98	1560 15	3375 00		157 61	89 62	31727 28	19488 54	99 56	4297 81		
Equitable	1926 97	3743 38	2685 19	57197 69	7707 10	2365 55	944 15	18590 96	6255 16	12511 00	36159 83	36 14	7890 96	18130 36		
"La Foncière"		13 54	75 00	17552 66	2 50	509 00				34 00	27 45	23 50	10 98	745 00		
Comté de—Co. of Maskinongé.	833 33	22983 85	284 87	59021 61	1498 95	71819 80	3782 00				24207 33	51385 97	3454 02			
Missisquoi & Rouville		78645 50	14139 38	196194 95	18595 79	100000 00	11460 00			4036 44	69547 95	75142 48	4952 52	16440 43		
Comté de—Co. of Montmagny.	2380 25	8983 52		55584 71	5434 43	3168 76	700 00			328 13	19808 95	51539 62	75 19	6065 19		
"La Provinciale"	755 81	1907 42	1061 36	54753 81	4012 19		1500 00	3675 00			2787 14	12668 22		1700 00	6144 04	
La Providence	542 22	1608 44	4472 27	29458 16	2440 44	4064 00	2650 00				3831 26	10345 20		1831 08		
La Jacques Cartier		624 67	2163 13	43644 24	2388 11	25000 00	1044 74	900 00		1325 28	13240 77	31587 70		4367 43		
Richmond, Drummond & Yamaska																
Rimouski, Témiscouata & Kamouraska	22250 00	10084843	6659 52	187586 54	11897 29	55000 00	5350 23				70633 35	83736 10	4214 94	3251 64		
Stanstead & Sherbrooke	29127 85	12125 50	4274 12	505869 14	56036 82	87429 97		440 92			46924 63	42175 91	3882 47	12577 01		
Beurreries et Fromageries	251 35	207 11	1965 83	56338 01	345 50		4870 00	10 00			8854 57		1603 77	2991 98		

NOMS DES COMPAGNIES NAMES OF COMPANIES.	DÉPENSES. EXPENDITURES										DIVERS MISCELLANEOUS.				
	Pertes payées durant l'année. Losses paid during the year.	Taxes et dépenses de bureau. Taxes and office expenses.	Remboursé sur prêts. Repaid on loans.	Commissions payées aux agents. Commission paid to agents.	Autres paiements. Other payments.	Pertes encourues durant l'année.—Total. Total losses sustained during the year.	Arrérages des versements rayés comme mauvais. Arrears of assessments written off as bad.	Billets de dépôt reçus durant l'année. Deposit notes received during the year.	No des polices en force. No. of policies in force.	Montant des mêmes. Amount of same.	Nombre émis durant l'année. Number issued in the year.	Montant des mêmes. Amount of same.	Nombre en force dans les cités et villes. Number in force in cities and towns.	Montant des mêmes. Amount of same.	
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.		
Comté de—County of Beauharnois.	5716 75	823 78	.....	3053 22	104 30	5716 75	.....	24417 35	2858	3956675 00	1029	1368505 00	.....	
Canada.....	44673 18	12085 13	1500 00	18664 73	8308 29	48024 08	.....	74455 45	9415	8157982 33	4012	3868912 00	2206 1811170 83	
Dominion.....	4980 45	5178 02	3090 50	7589 12	2901 71	6780 45	.....	27596 63	2022	2934367 00	1536	2539619 00	655 842605 30	
Equitable.....	31779 40	11085 59	51 73	10303 32	1515 31	29398 69	.....	51150 38	5302	4886869 20	2609	2711910 25	1526 1526672 37	
" La Foncière ".....	33271 41	15047 84	2400 00	10256 26	11351 06	30678 00	.....	28322 50	7169	5272138 00	3039	2437201 00	3748 2391922 00	
Comté de—County of Maskinongé..	790 00	23 89	50 00	.....	.....	790 00	77 55	850 86	791	877623 00	52	42543 00	.....	
Missisquoi & Rouville.....	41834 29	4113 69	.....	11948 51	12527 23	43116 29	.....	29941 66	9796	7823105 19	7067	4158836 74	4024 1833160 00
Comté de—County of Montmagny..	104528 29	14303 59	.....	24265 86	18546 85	113687 77	.....	64404 39	15607	15124757 00	4001	4570470 84	.....	
" La Provinciale ".....	35010 91	11953 73	.....	11275 17	15082 85	35879 67	.....	30371 08	6189	5460356 00	3325	3178871 00	1609 1419692 00
La Providence.....	6451 21	6303 24	390 00	6661 81	2224 59	7951 21	.....	29819 17	4037	3090445 63	2708	1930570 63	1094 1221056 86	
La Jacques-Cartier.....	7148 75	2895 46	1500 00	3018 86	1191 77	10862 75	.....	8419 20	2113	1468645 00	1053	685718 00	1010 555554 00	
Richmond, Drummond & Yamaska.	31768 26	7045 49	.....	9201 48	1893 27	28480 72	.....	23801 10	3645	2836825 00	2091	1537547 00	1227 1190276 00
Rimouski, Témiscouata & Kamou-raska.	91619 09	21217 58	.....	26090 34	6412 85	96968 32	.....	70154 54	29187	20687906 10	8978	7856011 17	9079 6919143 36
Stanstead & Sherbrooke.....	56329 47	10398 36	.....	15822 56	8439 30	56329 47	.....	145075 00	9309	10369361 00	3128	4561633 00	1817 2460000 00
Beurreries et Fromageries.....	7736 80	2559 90	2351 80	1445 06	35 35	9616 80	.....	35805 00	855	1080400 00	469	596750 00	.....	

308

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1908, constituant en corporation MM. James G. Boyce, marchand retiré, John Thompson, agent, John T. Ross, marchand retiré, Arthur Veasy, banquier, J. Ross Strang, teneur de livres, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire les affaires de blanchisseurs, teinturiers et nettoyeurs ; bâtir, construire, ériger, acheter, louer ou acquérir autrement ou fournir aucun édifices, bureaux, ateliers, matériels et machines ou autres choses nécessaires ou utiles pour les fins de la mise en opération des objets de la compagnie.

Emprunter de l'argent, faire et émettre des billets promissaires, lettres de change, bous, débetures et preuves de dettes de toute sortes, garantir sur hypothèque, garantie ou autrement, sans limite quant au montant, et les garantir sur hypothèque, garantie ou autrement, sous le nom de "The Quebec Electric Launderers, Dyers and Cleaners," avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000 00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de janvier 1908.

JOS. BOIVIN,

491-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1908, constituant en corporation MM. Benjamin C. Howard, de Sherbrooke, John Champoux, de D'Israëli, et Robert E. Ewing de Sherbrooke, tous marchands de bois, J. Oliva Camirand, de Sherbrooke, médecin, Charles W. Mullin, de Bangor, Maine E. U. A., Charles W. Morton, de Portland, Maine, E. U. A., tous deux marchands de bois, L. Edmond Panneton, de Sherbrooke, avocat, Chenier Picard, de Sherbrooke, notaire, J. Eugène Rheault, commerçant, Joseph Parent, et J. Honoré Parent, manufacturiers, de D'Israëli, et Louis H. Olivier, commerçant, de Sherbrooke, dans les buts suivants : faire les affaires de marchand de bois et bois de charpente, propriétaire de moulin à scie et de machine à planer et cultivateur de bois, et acheter, vendre, cultiver, préparer pour le marché, manipuler, exporter, importer et faire le commerce de bois et bois de charpente de toute sorte et manufacturer et faire le commerce d'articles de toute sorte dans la manufacture desquels le bois de charpente ou le bois sont employés, et pour les dites fins, acheter, louer ou acquérir des pouvoirs d'eau ou autres et les employer et louer aucun surplus d'eau ou en disposer autrement ; acquérir par achat ou autrement du bois de charpente de toute description et acquérir, posséder des limites à bois et licences et en disposer ; acheter, construire, prêter et naviguer des vaisseaux à vapeur ou autres et construire et mettre en opération sur la propriété acquise pour cette fin, des tramways, voies d'évitement ; faire les affaires de marchand en général, et manufacturer et vendre de la pulpe et du papier d'aucun produit dans lequel la pulpe et le papier peuvent être employés.

Faire les affaires d'une compagnie d'éclairage et pouvoir électrique dans toutes ses branches dans les comtés du Saguenay et de Chicoutimi, et les bâtisses pour la production de l'électricité seront érigées sur ou aux environs des rivières Betsiamits, Outarde et Manicouagan et leurs tributaires.

Construire, bâtir, acquérir, posséder, naviguer, employer, utiliser, vendre, hypothéquer, louer, prêter des vaisseaux à vapeur, ou en disposer autrement, pour le transport de passagers, effets et marchandises et de faire les affaires, dans toutes ses branches, de constructeur de vais-

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty seven day of January, 1908, incorporating Messrs. James G. Boyce, retired merchant, John Thompson, agent, John T. Ross, retired merchant, Arthur Veasy, banker, J. Ross Strang, book-keeper, all of the city of Québec, for the following purpose :

To carry on the business of launderers, dyers and cleaners ; to build, construct, erect, purchase, hire or otherwise acquire or provide any buildings, offices, workshops, plant and machinery or other things necessary or useful for the purpose of carrying out the objects of the company.

To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, wether secured by mortgage, pledge or otherwise, without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise, under the name of "The Quebec Electric Launderers, Dyers and Cleaners", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50 00) each.

Dated at the office of the provincial secretary, this twenty seventh day of January, 1908.

JOS. BOIVIN,

492

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the twenty seven day of January, 1908, incorporating Messrs. Benjamin C. Howard, of Sherbrooke, John Champoux, of D'Israëli, and Robert E. Ewing, of Sherbrooke, all lumber dealers, J. Oliva Camirand, of Sherbrooke, physician, Charles W. Mullin, of Bangor, Maine, U. S. A., Charles W. Morton, of Portland, Maine, U. S. A., both lumber dealers, L. Edmond Penne-ton, of Sherbrooke, advocate, Chenier Picard, of Sherbrooke, notary, J. Eugène Rheault, trader, Joseph Parent and J. Honoré Parent, manufacturers, of D'Israëli, and Louis H. Olivier, trader, of Sherbrooke, for the following purpose : to carry on business as a lumber and timber merchant, saw-mill and planing-mill proprietor and timber grower and to buy, sell, grow, prepare for market, manipulate, export, import, and deal in wood and timber of all kinds and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber, or wood, is used, and, for the said purposes, to purchase, lease or acquire water or other power and to use the same and to lease or otherwise dispose of any surplus thereof ; to acquire by purchase or otherwise timber of every description and to acquire hold and dispose of timber limits and licenses ; to purchase, construct, charter and navigate steam or other vessels and to construct and operate on the property acquired for the purpose, tramways and railway-sidings ; to carry on the business of a general merchant, and to manufacture and sell pulp and paper of any product in which pulp and paper may be used.

To carry on the business of an electric light and power company in all its branches in the counties of Saguenay and Chicoutimi, and the buildings for the production of electricity shall be erected on or in the vicinity of the rivers Betsiamits, Outarde and Manicouagan and their tributaries.

To construct, build, acquire, own, navigate, employ, use, sell, mortgage, lease, charter or otherwise dispose of steam and other vessels for the conveyance of passengers, goods and merchandise and to carry on the business, in all its branches, of a ship builder, common carrier of passen-

seaux, conducteur ordinaire de passagers et d'effets, expéditeur, propriétaire de quai, marchand en gros et d'élevateur de grain, et pour les dites fins, construire, bâtir, acquérir, posséder, employer, vendre, hypothéquer et louer des quais, bassins, entrepôts, élévateurs, bureaux et autres facilités ou bâtisses, et en disposer; construire, bâtir, acquérir, posséder ou aider et souscrire pour la construction, maintien et amélioration de terminus, bâteaux, jetées, quais, élévateurs, entrepôts, chemins, bassins, chantiers et autres bâtisses et travaux nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie, chercher, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, maintenir et conduire des mines d'or, argent, cuivre, charbon, fer et autres mines, minéraux et dépôts et propriétés, et creuser, lever, écraser, laver, fondre, essayer, analyser, réduire et amalgamer et autrement traiter les métaux et minéraux appartenant ou non à la compagnie, et les rendre marchands, et les vendre ou toute partie d'iceux y ayant aucun intérêt et en disposer autrement, sous le nom de "Saint Lawrence Lumber Industrial Company", avec un capital total de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en trois mille (3,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de janvier 1908.

JOS. BOIVIN,

493.2 Sous-secrétaire de la province.

No 4211-06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Shawenegan, dans le comté de Saint-Maurice, le village de la Baie de Shawenegan avec les limites qui lui sont assignées par proclamation du lieutenant-gouverneur en date du 27 août 1907, et de la municipalité scolaire de Sainte-Flore, dans le comté de Champlain, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore les numéros 615 et suivants jusqu'à 623 inclusivement, moins, toutefois, les "abouts" des biens-fonds ayant à ce dernier cadastre les numéros 615 et suivants jusqu'à 620 inclusivement, et d'ériger ces biens-fonds en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Village-de-la-Baie-de-Shawenegan.

Cette demande d'érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1908.

541-2

982-06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Sainte Germaine du Lac Etchemin, dans le comté de Dorchester, la partie du canton de Ware, dans le même comté, n'appartenant à aucune municipalité scolaire, ayant au cadastre officiel de ce canton les numéros 388 et suivants jusqu'à 406 inclusivement, et les numéros 435 et suivants jusqu'à 444 inclusivement.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1908.

539-2

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 11 janvier 1908.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le dix-septième jour du mois de mars prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le vingt-quatrième jour du dit mois, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le trente et unème jour du dit mois de mars.

L. G. DESJARDINS,

173 Greffier de l'Assemblée législative.

gers and goods, forwarder, wharfinger, warehouseman, and of elevating grain, and, for the said purposes to construct, build, acquire, own, use, sell, mortgage, lease and dispose of wharves, docks, warehouses, elevators, offices and other facilities or buildings; to construct, build, acquire, own or aid in and subscribe towards the construction, maintenance and improvement of terminals, harbours, piers, wharves, elevators, warehouses, roads, docks, dock-yards and other buildings and works necessary or convenient for the purpose of the company, to prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage gold, silver, copper, coal, iron and other mines, minerals and deposits and properties and dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce and amalgamate and otherwise treat ores, metals and minerals whether belonging to the company or not, and to render the same merchantable, and to sell and otherwise dispose of the same or any part thereof of any interest therein, under the name of "Saint Lawrence Lumber Industrial Company", with a total capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into three thousand (3 000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of January, 1908.

JOS. BOIVIN,

494 Deputy Provincial Secretary.

No. 4211-06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new municipality.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Shawenegan, in the county of Saint Maurice, the village of Shawenegan Bay with the limits which are assigned to it by proclamation of the Lieutenant-Governor, dated the 27th of August 1907, and of the school municipality of Sainte Flore, in the county of Champlain, the lots having on the official cadastre of the parish of Sainte-Flore, the numbers 615 and following to 623, inclusively, reserving, however, the gore (abouts) of the lots having on the latter cadastre the numbers 615 and following to 620, inclusively, and to erect these lots into a distinct school municipality by the name of village of Shawenegan Bay.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1908.

542

982-06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for boundaries of school municipality.

Application is made to annex to the school municipality of Sainte Germaine du Lac Etchemin, in the county of Dorchester, the part of the township of Ware, in the same county, not belonging to any school municipality, and bearing on the official cadastre of this township the numbers 388 and following to 406 inclusively, and the numbers 435 and following to 444 inclusively.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1908.

540

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 11th January, 1908.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the seventeenth day of the month of March next, that no private bill shall be introduced after the twenty fourth day of said month, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the thirty first day of said month of March.

L. G. DESJARDINS,

174 Clerk of the Legislative Assembly.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant es dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, ou toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.— Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.— Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.— All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and one newspaper in the French language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.— Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.— The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the

règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amener telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

33

G. C.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la cons-

law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

34

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a

truction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spécial et de rigueur, que des dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les incorporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen d'un tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur,

Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the

doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

35

Demandes à la Législature

La corporation de la ville de Joliette donne avis, par le présent, qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander des amendements à sa charte, de manière à étendre ses attributions, à mieux définir ses pouvoirs de taxation et d'emprunt, et à pourvoir au rachat ou à la conversion de la dette, et au mode d'approbation de certains règlements municipaux par les électeurs.

A. L. MARSOLAIS,
Sec.-trés. de la ville de Joliette;

Joliette, 1er février 1908.

587

AVIS.

Avis est par le présent donné que J. A. Rousseau, M. P., F. A. Marcotte, M. D., Arthur Beaudry, N. P., J. A. Mousseau, N. P., J. E. Grandbois, marchand, Ernest Vallée, industriel, Philippe R. Lafèche, cultivateur, Arthur L. Désaulniers, marchand, tous contribuables de la municipalité de Sainte-Anne de la Pérade, s'adresseront à la législature de cette province, à sa prochaine session, afin d'être constituée en corporation de ville, eux et tous ceux qui forment partie de la partie de municipalité connue sous le nom de village Sainte-Anne de la Pérade, suivant les dispositions de la loi des cités et villes, 1903, et afin aussi d'obtenir tous pouvoirs nécessaires et qui peuvent être dans l'intérêt de la ville projetée.

J. A. MOUSSEAU, N. P.,
Pour les requérants.

Sainte-Anne de la Pérade, 3 février 1908.

591

House, fifteen days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

36

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Joliette will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter, to extend or enlarge its general powers, to explain more fully the powers of the town with regard to taxation, and to borrowing money, and to provide for the redemption or conversion of the whole debt, and for the mode of approval of certain municipal by-laws by the electors.

A. L. MARSOLAIS,
Sec. treas. of the town of Joliette.

Joliette, 1st February, 1908.

588

NOTICE.

Notice is hereby given that J. A. Rousseau, M. P., F. A. Marcotte, M. D., Arthur Beaudry, N. P., J. A. Mousseau, N. P., J. E. Grandbois, merchant, Ernest Vallée, manufacturer, Philippe R. Lafèche, farmer, and Arthur L. Désaulniers, merchant, all rate-payers of the municipality of Sainte Anne de la Pérade, will apply to the Legislature of this province, at its next session, for incorporation as a town municipality, under the provisions of the cities and towns act, 1903, of themselves and of all others now forming part of the part of the municipality known under the name of village of Sainte Anne de la Pérade, and to obtain all powers necessary and in the interest of the proposed town.

J. A. MOUSSEAU, N. P.,
For the petitioners.

Sainte Anne de la Pérade, 3rd February, 1908.

592

Avis public est par les présentes donné que Théodose Louis Antoine Broet, agriculteur, de Honfleur-sur-Pérignon, Lac Saint-Jean; Martin Madden, marchand, de la cité de Québec; Arthur du Tremblay, industriel, de Roberval, Lac Saint-Jean; André Duhamel, forgeron, de Roberval, Lac Saint-Jean; Paschal Horace Lindsay, solliciteur d'assurance, de la cité de Québec; Etienne Théodore Pâquet, avocat, de la cité de Québec; Gustave Langelier, de Saint-Félix du Cap Rouge, comté de Québec, cultivateur, tous de la province de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant eux et ceux qui pourront s'adjoindre à eux en compagnie à fonds social, sous le nom de "The Horses, Cattle and Domestic Animals Insurance Company of Quebec," avec bureau principal à Québec, dans le district de Québec, avec pouvoir de faire des contrats d'assurance et de ré-assurance sur la vie, contre les accidents et la maladie des animaux à l'usage de l'homme ou tenus en domesticité, dans toutes leurs branches et sous toutes leurs formes, et de faire et exécuter toute autre chose se rattachant aux opérations de ces divers genres d'assurance et de ré-assurance de nature à les faciliter, et pour toutes autres fins.

PAYMENT & PAQUET,

Procureurs des requérants.

621

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Montreal Street Railway Company", pour obtenir un acte afin d'amender la charte de la compagnie l'autorisant à émettre des mandats ou certificats au porteur pour actions du stock de la compagnie aux termes et conditions à être déterminés par règlement et pour autoriser ou ratifier l'exécution d'un acte de fidéjussion dans le but de garantir les bons ou débiteurs de la compagnie émis ou devant être émis sur ses biens meubles ou immeubles, présents ou futurs, et pour autres fins.

**CAMPBELL, MEREDITH, MACPHERSON,
HAGUE & HOLDEN,**

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 4 février 1908.

607

Avis public est par les présentes donné par les soussignés, S. C. Riou, avocat, Emile Dubé, marchand et entrepreneur, F. Emile Gilbert, médecin, Robert Lagueux, prêtre, curé, Joseph Onésime Girard, marchand, Joseph Pierre Michaud, agent d'assurance, tous de la ville de Fraserville, dans le comté de Témiscouata, P. H. A. Caron, maire, Nap. Aubin, rentier, tous deux de Sainte Flavie Station, comté de Rimouski, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir un bill privé, les incorporant eux, et toutes autres personnes qui dans la suite voudront les joindre, en une compagnie à fonds social, sous le nom de "La Protection," au capital de \$1,000,000.00, divisé en parts ou actions de \$100.00 chacune, avec siège principal à Fraserville, dans la province de Québec, pour faire le commerce:

1° D'assurance contre le feu, tant sous le système d'assurance mutuelle par billet de dépôt, que sous le système d'assurance à prime fixe, au comptant.
2° D'assurance sur la vie et contre les accidents.
3° D'assurance contre les risques d'employés.
4° D'assurance de garantie de la fidélité des employés, et de garantie ou de cautionnement judiciaire, ou autres.

5° De constituer, aux moyens de primes fixes, annuelles ou mensuelles, un fond de pension pour payer aux bénéficiaires, des pensions ou rentes viagères annuelles ou mensuelles.

6° L'établissement d'une caisse d'économie.

Enfin, pour toutes fins quelconques concernant les assurances de toutes sortes.

RIOU & PELLETIER,

Procureurs des requérants.

Fraserville, 3 février, 1908.

593

Public notice is hereby given that Théodose Louis Antoine Broet, farmer, of Honfleur-sur-Pérignon, Lake Saint John; Martin Madden, merchant, of the city of Quebec; Arthur du Tremblay, industrial, of Roberval, Lac Saint John; André Duhamel, blacksmith, of Roberval, Lac Saint John; Paschal Horace Lindsay, insurance agent, of the city of Quebec; Etienne Théodore Pâquet, advocate, of the city of Quebec; Gustave Langelier, farmer, of Saint Felix du Cap Rouge, county of Quebec, all of the province of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act incorporating them and those who may be associated with them, as a joint stock, by the name of "The Horses, Cattle and Domestic Animals Insurance Company of Quebec", with the head office in the city of Quebec, in the district of Quebec, with powers to enter into contracts for insurance and re-insurance for life, against accidents and against sickness of animals, used by men (domestic animals) or held in domesticity, in all their branches and in all their forms, and to do and execute any thing else relating to these operations of these kinds of insurance and re-insurance and of a nature to facilitate them, and for other purposes.

PAYMENT & PAQUET,

Attorneys for petitioners.

622

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Montreal Street Railway Company, for an act to amend the company's charter to authorize the issue of warrants or certificates to bearer for shares of the company's stock upon terms and conditions to be determined by by-law and to authorize or ratify the execution of a trust deed for the purpose of securing the bonds or debentures of the company issued or to be issued upon its property moveable or immovable, present or future, and for other purposes.

**CAMPBELL, MEREDITH, MACPHERSON,
HAGUE & HOLDEN,**

Solicitors for applicants.

Montreal, 4th February, 1908.

608

Public notice is hereby given by the undersigned S. C. Riou, advocate, Emile Dubé, merchant and contractor, F. Emile Gilbert, physician, Robert Lagueux, parish priest, Joseph Onésime Girard, merchant, Joseph Pierre Michaud, insurance agent, all of the town of Fraserville, in the county of Temiscouata; P. H. A. Caron, mayor, Nap. Aubin, rentier, both of Sainte Flavie Station, county of Rimouski, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act incorporating them and all other persons who may hereafter become associated with them, as a joint stock company, by the name of "La Protection," with a capital of \$1,000,000.00, divided into shares of \$100.00 each, with its head office at Fraserville, in the province of Quebec, to carry on the business of:

1. Fire insurance, as well under the mutual insurance system by deposit note, as under the system of insurance at a fixed cash premium.

2. Life insurance and accidents.

3. Insurance against employees' risks.

4. Insurance guaranteeing the fidelity of employees or judicial security or other.

5. To establish, by means of fixed premiums, yearly or monthly, a pension fund to pay the beneficiaries monthly or yearly pensions or life rents.

6° The establishment of a saving's bank.

Lastly, for all purposes whatever concerning insurance of any kind.

RIOU & PELLETIER,

Attorneys for petitioners.

Fraserville, 3rd February, 1908.

594

La ville de la Longue-Pointe demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi pour les objets suivants : corriger une erreur dans la délimitation du quartier No 7 ; décréter des dispositions spéciales quant aux élections municipales dans les quartiers No 4 et No 5, et quant au mode de remplir les vacances dans le conseil ; déclarer que l'article 300 de la loi des cités et villes, 1903, ne s'applique pas à la dite ville ; confirmer, en tant que cela peut être utile, le règlement No 6 relatif, aux emprunts à contracter, et dispenser du fonds d'amortissement exigé par la loi des cités et villes, 1903 ; écarter tout doute sur la validité des règlements, résolutions et autres actes faits par le conseil ou sous son autorité, depuis les élections municipales faites dans la dite ville en septembre dernier ; décréter que la contribution aux frais du chemin d'hiver sur le Saint-Laurent entre Boucherville et la Longue-Pointe, sera réglée comme par le passé ; ériger la ville de la Longue-Pointe en une municipalité scolaire ; définir les attributions de l'inspecteur de la ville quant aux plans ou cartes, et aux rues et places publiques de la municipalité.

615 TAILLON, BONIN & MORIN,
Pour la ville de la Longue-Pointe.

AVIS.

La Compagnie de Pouvoir Electrique de Québec demandera à la prochaine législature, un amendement à sa charte, chapitre 79, 4 Edouard VII, pour augmenter ses pouvoirs afin de créer des réserves d'eau et la construction d'écluses ; pour modifier son capital-action suivant les besoins et les décisions de la compagnie ; pour ratifier les contrats passés entre elle et d'autres compagnies et pour augmenter son pouvoir d'emprunt.

La Compagnie de Pouvoir Electrique de Québec,
Par A. GIRARD,
Président.
Québec, 31 janvier 1908. 507

Les soussignés demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de leur accorder une charte les constituant, ainsi que toute personne qui se joindra à eux, en corporation, sous le nom de "La Ligue Anti-Alcoolique de Montréal," dont l'objet est de promouvoir la cause de la tempérance.

HENRI T. TASCHEREAU,
EUG. LAFONTAINE,
VICTOR MORIN.
Montréal, 30 janvier 1908. 579

Avis est par le présent donné que "The Magdalen River Valley Railway Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte, 7 Edouard VII, chap. 90, en changeant le point de départ et la location de sa ligne de chemin de fer ; autorisant la compagnie à construire et mettre en opération une ligne de chemin de fer moins que la largeur légale et pour autres fins.

F. MURPHY,
Procureur de la requérante.
Québec, 31 janvier 1908. 581

Avis est donné, par les présentes, que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par l'Institut des Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie, à ce dûment autorisé par Sa Grandeur Mgr. L. N. Bégin, archevêque de Québec, d'amender la loi 57 Victoria, chapitre 88, qui est l'acte corporatif de cet institut, en remplaçant le paragraphe 3 de cette loi par le suivant :

3. Le siège corporatif de l'institut est fixé dans la paroisse de Saint-Charles de Limoilou, dans la division électorale de Québec-Est, province de Québec.

589 ALBERT JOBIN,
Procureur des requérantes.

The town of Longue-Pointe will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act on the following matters : to correct an error in the boundaries of ward number seven ; enact special dispositions concerning municipal elections in wards No. 4 and No. 5, and the filling up of vacancies in the council ; declare that article 300 of the cities and towns' act, 1903, shall not apply to said town ; confirm, in so far as may be useful, by-law No. 6, relating to loans to be made, and exempt from the sinking fund required by the cities and towns' act, 1903 ; remove all doubt as to the validity of the by-laws, resolutions and other acts made by the council or under its authority, since the municipal elections held in said town in September last ; enact the contributions to the costs of the winter road on the Saint Lawrence between Boucherville and Longue-Pointe, shall be apportioned as heretofore ; erect the town of Longue-Pointe into a school municipality ; define the powers of the town inspector regarding the plans or maps, the streets and squares of the municipality.

616 TAILLON, BONIN & MORIN,
For the town of Longue-Pointe.

NOTICE.

"La Compagnie de Pouvoir Electrique de Québec" will apply at the next session for an amendment to its charter, chapter 79, 4 Edward VII, to increase its powers so as to create water reserves and for the construction of dams ; to modify its capital according to the requirements and the decisions of the company ; to ratify the agreements made between it and other companies and to increase its borrowing power.

"La Compagnie de Pouvoir Electrique de Québec,"
By A. GIRARD,
President.
Quebec, 31st January, 1908. 568

The undersigned will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act of incorporation, under the name of "Ligue Anti-Alcoolique de Montréal", its object being to promote the cause of temperance.

HENRI T. TASCHEREAU,
EUG. LAFONTAINE,
VICTOR MORIN.
Montreal, 30th January, 1908. 580

Notice is hereby given by the Magdalen River Valley Railway Company that it will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter, 7 Edward VII chap. 90, by changing the starting point and the location of its line of railway ; authorizing the company to build and operate a line of railway less than the standard gauge and for other purposes.

F. MURPHY,
Attorney for applicants.
Quebec, 31st January, 1908. 582

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by the "Institut des Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie," so duly authorized by Mgr. L. N. Bégin, Archbishop of Québec, to amend the law 57 Victoria, chapter 88, the incorporation act of said institute in substituting to the paragraph 3 of said law the following :

3. The corporate seat of the institute shall be in the parish of Saint Charles of Limoilou, a part of Quebec East, in the province of Québec.

590 ALBERT JOBIN,
Attorney for petitioners.

AVIS.

La Fabrique de la paroisse des Saints Anges de Lachine ayant résolu d'agrandir l'église catholique de cette paroisse et étant dûment autorisée à cet effet, donne avis qu'elle s'adressera au Parlement de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi autorisant un emprunt spécial avec répartition, pour partie, sur les biens immobiliers des propriétaires catholiques, pour pourvoir au coût de l'agrandissement et de toutes les dépenses qui en découleront; créant un bureau de syndics ayant tous les pouvoirs, droits et obligations requis et nécessaires pour les fins de l'agrandissement, de la répartition et de toutes autres choses requises en pareils cas.

JOS.-A. DESCARRIES,
De Cressé & Descarries,
Procureurs.

Montréal, 7 janvier 1908.

585

Avis public est par le présent donné que "The Wabasso Cotton Company, Limited" s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier ses lettres patentes et certains contrats faits par elle, et pour autres fins.

GREENSHIELD, GREENSHIELD
& LANGUEDOC,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 31 janvier 1908.

571

Avis est par les présentes donné que les propriétaires de l'hôtel Château Frontenac, Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander que la charte de la cité de Québec et amendements soient amendés en ce qui concerne le droit de fermer la rue Des Carrières, de la rue Saint-Louis à la rue Mont-Carmel, et céder ou échanger le terrain occupé par icelle, et d'ouvrir une rue parallèle à la dite rue Des Carrières.

RODOLPHE PARADIS,
Avocat des requérants.

Québec, 30 janvier 1908.

557-2

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné que les syndics de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement le statut 7, Édouard VII, chap. 117, en retranchant la section 11 du dit statut et en pourvoyant à un mode plus économique et plus simple de faire l'acte de répartition et le prélèvement des deniers nécessaires pour payer les versements annuels exigibles en vertu de la section 7 de la dite loi, et pour autres fins.

L. A. CANNON,
Procureur des requérants.

Québec, 5 février 1908.

629

Avis est par le présent, donné que Harris Vineberg, Frank C. Wheeler, David S. Friedman, Joseph Levinson, Sol Kellert, Samuel Hart, Edward P. Wright et B. Gardner, tous de la cité de Montréal, marchands, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant en une association connue comme "The Clothing Manufacturers' Association of Montreal", dans le but d'obtenir et répandre l'information exacte et digne de confiance concernant les affaires des manufactures de vêtements; procurer l'uniformité et la certitude sur les coutumes et usages de telles affaires, promouvoir des relations plus étendues et plus amicales entre les membres de l'association, et pour autres fins.

JACOBS & GARNEAU,
Procureurs des requérants.

Montréal, 6 février 1908.

651

NOTICE.

The Fabrique of the parish of Les Saints Anges de Lachine having decided to enlarge the catholic church of that parish and being duly authorized thereunto, gives notice that it will apply to the Quebec Parliament, at its next session, to obtain an act authorizing a special loan with assessment partly on the immovable property of the catholic owners, to provide for the cost of enlargement and of all the expenses resulting therefrom; creating a board of trustees having all the powers, rights and obligations required and needed for the purposes of the enlargement and of the assessment and of any thing else required in such cases.

JOS.-A. DESCARRIES,
Of Cressé & Descarries,
Attorneys.

Montreal, 7th January, 1908.

586

Public notice is hereby given that the Wabasso Cotton Company, Limited will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to ratify its letters patent and certain contracts entered into by it, and for other purposes.

GREENSHIELD, GREENSHIELD,
& LANGUEDOC,
Attorneys for petitioner

Montreal, 31st January, 1908.

572

Notice is hereby given that the proprietors of the Château Frontenac Hotel, Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to ask to have the charter of the city of Quebec amended in so far as relates to the right to close Des Carrières street, from Saint Louis street to Mount Carmel street, and to cede or exchange the land occupied by it, and to open a street parallel to Des Carrières street.

RODOLPHE PARADIS,
Attorney for petitioners.

Quebec, 30th January, 1908.

558

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that the trustees (syndics) of the parish of Saint Joseph d'Alma will apply to the Legislature, at its next session, for an act amending statute 7, Edward VII, chap. 117, by striking section 11 of the said statute and providing a cheaper and simpler procedure for the preparation of the assessment roll and the levying of the moneys necessary to pay the annual instalments payable under section 7 of the said act, and for other purposes.

L. A. CANNON,
Solicitor for applicant.

Quebec, 5th February, 1908.

630

Notice is hereby given that Harris Vineberg, Frank C. Wheeler, David S. Friedman, Joseph Levinson, Sol Kellert, Samuel Hart, Edward P. Wright and B. Gardner, all of the city of Montreal, merchants, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating them into an association known as "The Clothing Manufacturers' Association of Montreal", for the purpose of obtaining and diffusing accurate and reliable information relating to the business of manufacturing clothing; procuring uniformity and certainty upon the customs and usages of such business, promoting a more enlarged and friendly intercourse between the members of the association, and for other purposes.

JACOBS & GARNEAU
Attorneys for applicants.

Montreal, 6th February, 1908.

652

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par une grande majorité des pasteurs protestants, ministres et clergé, propriétaires et locataires de maisons, demeurant dans la cité de Montréal, pour obtenir un acte afin d'amender l'article 362 de la charte de la cité de Montréal, savoir : 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par 3 Edouard VII, chapitre 62, dans le but d'interpréter proprement les dits article et amendement, et aussi lui donner un effet rétroactif à la date du dit amendement, de manière à exempter les susdits pasteurs protestants, ministres et clergé du paiement des cotisations ordinaires et annuelles à la cité de Montréal, et de plus amender l'acte concernant l'instruction publique, de manière à pourvoir à ce que les dits ministres soient exemptés du paiement des taxes scolaires, conformément aux dispositions du dit acte de l'instruction publique, tel que contenu dans les statuts révisés de la province de Québec, 1888, et pour toutes autres fins qui peuvent être jugées à propos.

HICKSON & CAMPBELL,
Procureurs des requérants.

Daté à Montréal, 4 février 1908. 653

Avis est par les présentes donné que la municipalité de la ville de Shawinigan Falls s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi la déclarant sujette aux dispositions de la loi des cités et villes 1903, avec certains amendements pour, entr'autres choses, diviser la ville en quartiers; obtenir le pouvoir de taxer certaines personnes travaillant dans les limites de la municipalité; changer la qualification du recorder; pour obtenir le pouvoir de taxer jusqu'à \$500, les porteurs de certificats de licence pour la vente des boissons enivrantes; lui donner des pouvoirs plus étendus pour interdire la vente des liqueurs enivrantes aux ivrognes d'habitude; amender l'article 412 de la loi des cités et villes, 1903, pour lui permettre de vendre son surplus d'énergie électrique au village de la baie de Shawinigan et à la compagnie électrique de Grand'Mère; réduire graduellement le nombre des porteurs de licence pour la vente des liqueurs enivrantes, et amender les articles 383 et 477 de la loi des cités et villes, 1903.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Procureurs des requérants.

Montréal, 5 février 1908. 655

Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi pour les objets suivants: décréter que le deuxième alinéa de l'article 3450 des statuts révisés de Québec ne s'applique pas au cimetière de Notre-Dame-des-Neiges; confirmer, en tant que cela peut être utile, l'acquisition par la dite fabrique de l'immeuble portant le No 5, sur les plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte-des-Neiges, et les conventions relatives à cette acquisition, exprimées dans un acte passé le trente décembre 1907, devant M^{re} A. E. Prud'homme, notaire, entre la dite fabrique d'une part, et Jérémie-Marcel Aubry, Dame Marie-Archange-Victoria Aubry et David Nelligan *es-qualité*, d'autre part; décréter que tous les terrains acquis par la dite fabrique pour agrandir le dit cimetière depuis le 23 février 1875, sont annexés pour les fins religieuses et de fabrique à la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal, et qu'il en sera de même des terrains qui pourraient à l'avenir être acquis pour la même fin.

TAILLON, BONIN & MORIN,
Procureurs de la dite Fabrique.

657

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Beauharnois s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour se mettre sous l'opération de la loi "concernant les cités et les villes, 1903", fixer la date de la première élection générale des conseil-

Public notice is hereby given that on behalf of a large majority of the protestant pastors, ministers and clergy, owning and renting houses and living in the city of Montreal, application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for an act to amend article 362 of the charter of the city of Montreal, to wit: 62 Victoria, chapter 58, as amended by 3 Edward VII, chapter 62, for the purpose of properly interpreting the said article and amendment, and also giving to it a retroactive effect to the date of the said amendment, so as to exempt the protestant pastors, ministers and clergy aforesaid from the payment of ordinary and annual assessments to the city of Montreal, and further to amend the act concerning public instruction, so as to provide for the said ministers being exempt from the payment of school taxes, in accordance with the provisions of the said act of public instruction, as contained in the revised statutes of the province of Quebec, 1888, and for such other purposes as they may deem advisable.

HICKSON & CAMPBELL,
Attorneys for applicants.

Dated at Montreal, 4th February, 1908. 654

Notice is hereby given that the municipality of the town of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to declare it subject to the provisions of the Cities and Towns' Act, 1903, with certain amendments for the following, among other purposes; to divide the municipality into wards; to obtain the power to tax certain persons working within the limits of the municipality; to change the qualification of the recorder; to obtain the power to tax up to \$500, the bearers of license certificate for the sale of intoxicating liquors; to give it increase power for the interdiction of the sale of intoxicating liquors to habitual drunkards; to amend article 412 of the Cities and Towns' Act, 1903, so as to give it power to sell its surplus of electric power to the village of Shawinigan Bay and to the Electric Company of Grand'Mère; to gradually reduce the number of the bearers of license for the sale of intoxicating liquors, and to amend the articles 383 and 477 of the Cities and Towns Act, 1903.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Attorneys for the petitioners.

Montreal, 5th February, 1908. 656

The curé and church-wardens of the Fabrique of the parish of Notre-Dame de Montréal will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act on the following matters: enact that the second paragraph of article 3450 of the Quebec revised statutes does not apply to the cemetery of Notre Dame des Neiges; confirm, in so far as may be useful, the acquisition by said *fabrique* of lot number five, of the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges, and the deed of agreement relating to said acquisition, passed on the thirtieth of December, 1907, before A. E. Prud'homme, notary, between said *fabrique* on the one part, and Jérémie Marcel Aubry, Dame Marie Archange Victoria Aubry and David Nelligan, *es-qualité*, on the other part; enact that all the lands acquired by said *fabrique* to enlarge said cemetery since 23rd February, 1875, shall be annexed for religious and *fabrique* purposes to the parish of Notre Dame de Montréal, as well of the lands which might hereafter be acquired for the same purpose.

TAILLON, BONIN & MORIN,
Attorneys for the said Fabrique.

658

Notice is hereby given that the Corporation of the town of Beauharnois will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to be placed under the operation of the "Cities and Towns' Act, 1903" to fix the date of the first general election of councillors and of the subse-

lers et des élections subséquentes ; changer les dispositions du dit acte concernant la présentation des candidats ; l'endroit des bureaux de votation pour chaque quartier ; pour délimiter les quartiers de la dite ville ; concernant l'imposition des taxes spéciales sur les hommes de profession, les métiers, les commerçants non résidant dans les limites de la ville, et venant y exercer leur commerce ; la limitation des taxes foncières et mobilières ; pour imposer une taxe sur les voitures automobiles ; pour faire payer les canaux d'égout en tout ou en partie par les propriétaires d'immeubles situés sur la rue où sont faits ces égouts ; pour changer le dit acte quant au mode de paiement de la taxe de l'eau ; autoriser la corporation à se servir de son fonds d'amortissement pour améliorations en la dite ville, sur règlement voté par les contribuables, conformément à la loi ; pour imposer une taxe sur tout commerçant de viande et non locataires d'étaux publics, ou non propriétaires d'étaux et venant détailler et vendre dans les limites de la dite ville.

L. C. TASSÉ,

Secrétaire-trésorier de la ville de Beauharnois.
Beauharnois, 27 janvier 1908. 455-2

Avis est donné que J. A. O. Bourret, médecin, de Saint-Sauveur de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte permettant au collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, de lui accorder sa licence après présentation de diplôme de docteur en médecine.

C. F. DELAGE,

Procureur du requérant.
Québec, 28 janvier 1908. 459-2

Avis public est par les présentes donné que Madame Raoul Dandurand, Lady Lacoste, Mesdames J. R. Thibaudeau, F. L. Béïque, A. A. Thibaudeau, F. D. Monk, Damien Rolland, Louis Beaubien, Arthur Boyer, Jos. Leman, Eugène Tarte, C. P. Beaubien, F. X. Choquette, J. Hamel, Arthur Berthiaume, T. Bruneau, J. A. Leblanc, G. Normand, R. Masson, Henri Guérin-Lajoie, Louis de G. Beaubien ; Mesdemoiselles Euphrosine Rolland, May Boyer, Blanche Lareau, Thais Lacoste, toutes de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant, elles et toutes autres personnes qu'elles pourront s'adjindre en corporation, sous le nom corporatif de "Hôpital Sainte-Justine".

La dite corporation sera fondée dans le but de recevoir, soigner et élever dans ses maisons qu'hôpitaux les bébés et enfants malades, et pour d'autres fins.

La dite corporation veut acquérir les droits généralement accordés aux corporations privées, tels que droits de propriété, ester en justice, etc.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Procureurs des requérantes.
Montréal, 28 janvier 1908. 465-2

Province de Québec, }
District de Montréal }

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Notre-Dame de Grâce s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, le statut 6 Ed. VII, chapitre 53, la déclarant sujette aux dispositions du statut 3 Ed. VII, chapitre 38, pour entre autres fins les suivantes, savoir :

1° Pour réduire la qualification foncière des aldermen de la ville de \$5 000.00 à \$1,000.00.

2° Pour obtenir la confirmation du règlement No. 40, passé le quatorzième jour du mois d'août 1907 accordant une franchise de cinquante ans à la Compagnie de Montréal Park Island Railway Com-

quent elections ; to change the provisions of the said act concerning the nomination of candidates ; the place for polling houses in each ward ; to define the boundaries of the wards of the said town ; for the imposition of special taxes on professional men, on trades, on traders not residing within the limits of the town and coming there to carry on their trade ; the limitation of taxes on real estate and on movables ; to impose a tax on automobiles ; to have the cost of drainage pipes paid wholly or in part by the owners of the immovable property on the streets where this drainage is made ; to change the said act as to the manner of paying the water tax ; to authorize the corporation to use its sinking fund for improvements in the said town, under a by-law approved by the rate payers, pursuant to law ; to impose a tax on any dealer in meal and on persons not lessees of public stalls or on persons not having stalls and coming to retail and sell within the limits of the said town.

L. C. TASSÉ,

Secretary treasurer of the town of Beauharnois.
Beauharnois, 27th January, 1908. 456

Notice is given that J. A. O. Bourret, physician, of Saint-Sauveur de Québec, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain an act authorizing the college of physicians and surgeons of the province of Québec, to grant him his license on presenting his diploma of doctor in medicine.

C. F. DELAGE,

Attorney for petitioner.
Quebec, 28th January, 1908. 460

Public notice is hereby given that Madame Raoul Dandurand, Lady Lacoste, Mesdames J. R. Thibaudeau, F. L. Béïque, A. A. Thibaudeau, F. D. Monk, Damien Rolland, Louis Beaubien, Arthur Boyer, Jos. Leman, Eugène Tarte, C. P. Beaubien, F. X. Choquette, J. Hamel, Arthur Berthiaume, T. Bruneau, J. A. Leblanc, G. Normand, R. Masson, Henri Guérin-Lajoie, Louis de G. Beaubien ; Misses Euphrosine Rolland, May Boyer, Blanche Lareau, Thais Lacoste, all of the city and district of Montréal, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain an act incorporating them, with any other persons whom they may associate with them, as a legal corporation, under the corporate name of "Hôpital Sainte-Justine".

The said corporation will be formed for the purpose of receiving, taking care of, and bringing up in its houses or hospitals, babies and sick children, and for other purposes.

The said corporation wishes to obtain the rights generally granted to private corporations, such as the right of owning property, of appearing in judicial proceedings.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Attorneys for petitioners.
Montreal, 28th January, 1908. 466

Province of Québec, }
District of Montréal }

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given by the town of Notre-Dame de Grâce that it will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain amendments to its charter, statute 6 Edward VII, ch. 53, declaring it subject to the cities and towns act, 3 Edward VII, chapter 38, for amongst other purposes the following, to wit :

1. To reduce the qualification of aldermen in the town from five thousand dollars to one thousand dollars.

2. To confirm by-law No. 40 passed on the fourteenth day of August, 1907 granting a franchise for a period of fifty years to the Montreal Park and Island Railway Company, for the operation of a

pany", pour l'opération d'un système de chemin de fer urbain dans certaines rues de la ville de Notre-Dame de Grâce.

3° Pour obtenir le pouvoir d'exempter des taxes municipales toute personne ou personnes exerçant aucune industrie, métier ou entreprise quelconque dans la ville.

4° Pour augmenter ses pouvoirs d'expropriation.

5 Pour réglementer la nomination et les pouvoirs des arbitres dans les cas d'expropriations.

6° Pour réglementer les pouvoirs relativement à l'ouverture, l'élargissement ou l'extension des rues.

7° Pour changer le mode de confection du rôle de perception de la corporation.

8. Pour réglementer le mode de paiement pour l'entretien des bornes-fontaines ou hydrants, des lampes électriques et des trottoirs dans la ville.

JOHN A. SULLIVAN,
Procureur de la ville de
Notre-Dame de Grâce.

Montréal, 18 janvier 1908. 353-3

AVIS.

Avis est par le présent donné que les Révérendes Sœurs dites "Les Sœurs Adoratrices du Précieux Sang de Joliette", dont le principal établissement est à Joliette, où elles sont établies depuis le 2 octobre 1907, comme une branche de la communauté des religieuses dites "Les Sœurs Adoratrices du Précieux Sang de Saint-Hyacinthe", et qui ont pour mission de se livrer en commun aux œuvres de piété, de miséricorde et de charité, que peut comporter la vie contemplative qu'elles mènent, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les constituant en corporation, sous le nom de "Les Sœurs Adoratrices du Précieux Sang de Joliette", avec les pouvoirs généralement accordés à semblables corporations.

J. E. LADOUCEUR,
Procureur des requérantes.

Joliette, 13 janvier 1908. 353-3

Avis est par les présentes donné que MM. Louis A. Lapointe, courtier, Remi Gohier, agent d'immeubles, Moses Heilig, fabricant, tous trois des cité et district de Montréal, Joseph Chevalier, négociant, de la Longue-Pointe, et Charles Arthur Hogue, inspecteur d'assurances, de la dite cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant, ainsi que tous ceux qui pourraient subéquemment devenir actionnaires avec eux, en une compagnie portant le nom de "The Modern Fire Insurance Company", avec bureau principal en la cité de Montréal, avec pouvoirs de faire des contrats d'assurance et de réassurance contre le feu, avec en plus tous les pouvoirs nécessaires et utiles pour les opérations et entreprises de la dite compagnie.

M. G. LAROCHELLE,
Procureur des requérants.

Montreal, 15 janvier 1908. 377-3

AVIS POUR BILL PRI É.

Avis public est par le présent donné qu'un bill privé sera présenté et soumis à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les Révérendes Sœurs du Précieux Sang de Saint-Hyacinthe, pour demander certaines modifications à leur acte primitif d'incorporation passé en 1864; modifications rendues nécessaires par le développement de la communauté, dont les conditions actuelles d'existence ne se trouvent plus couvertes par les dispositions de l'acte primitif.

Les susdites religieuses, en amendant et en complétant les diverses clauses de l'acte original, demanderont, pour l'avenir, le titre légal de "Sœurs Adoratrices du Précieux Sang de Saint Hyacinthe"; le pouvoir de succession perpétuelle; celui d'ester

street railway service on certain streets in the town of Notre Dame de Graces.

3. To obtain the power to exempt from taxation for a period of thirty years, any person or persons carrying on any industry, trade or enterprise whatsoever in the town.

4. To increase its expropriation powers.

5. To regulate the appointment of arbitrators in expropriation cases.

6. To regulate its powers relative to the opening, widening or extension of streets.

7. To change the mode of making the collection roll of the corporation.

8. To regulate the mode of payment for the maintenance of hydrants, electric and side walks in the town.

JOHN A. SULLIVAN,
Attorney for petitioner,
Notre Dame de Grâce.

Montreal, 18th January, 1908. 356

NOTICE.

Notice is hereby given that the Reverend Sisters called "Les Sœurs Adoratrices du Précieux Sang de Joliette", having their chief establishment in Joliette, where they have such establishment since the 2nd of October, 1907, as a branch of the religious community called "Les Sœurs Adoratrices du Précieux Sang de Saint-Hyacinthe", and devoting themselves in common to work of piety, mercy and charity, in accordance with the contemplative life they lead, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain an act incorporating them by the name of "Les Sœurs Adoratrices du Précieux Sang de Joliette", with the powers generally granted to such corporations.

J. E. LADOUCEUR,
Attorney for petitioners.

Joliette, 13th January, 1908. 354

Notice is hereby given that Messrs. Louis A. Lapointe, broker, Remi Gohier, real estate agent, Moses Heilig, manufacturer, all of the city and district of Montreal, Joseph Chevalier, trader, of Longue-Pointe, and Charles Arthur Hogue, insurance inspector, of the said city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating them and all others who may become shareholders, in a company under the name of "The Modern Fire Insurance Company", having its chief place of business in the city of Montreal, with power to make insurance contracts and re-insurance against fire, together with all the powers necessary and useful for carrying out the operations of said company.

M. G. LAROCHELLE,
Attorney for said applicants.

Montreal, 15th January, 1908. 378

NOTICE OF PRIVATE BILL.

Public notice is hereby given that a private bill, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, will be presented and submitted by the Reverend Sisters of the Precious Blood of Saint Hyacinth, to the end of obtaining certain modifications to the preventive act of their incorporation in the year 1864; that its such modifications are acknowledged requisite by the development of the community, the actual circumstances of which cannot be said covered still by the dispositions of the original act.

The said sisters, by amending and completing the diverse clauses of the original act, will petition that, henceforth, their legal title be that of Sisters adorers of the Precious blood of Saint Hyacinth; that they be entitled to perpetual succession; that

en justice ; d'ouvrir une chapelle publique ; d'entretenir un cimetière privé sur leur terrain ; de posséder un sceau corporatif ; de nommer et changer à volonté un procureur ;

Ils demanderont, en outre, que le montant maximum de leurs revenus annuels possibles, soit de biens meubles que de biens immeubles, soit élevé de cinq mille à vingt-cinq mille dollars ;

Avec obligation, toutes les fois qu'elles seront requises, de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, un état détaillé des biens qu'elles posséderont alors à titre de propriétaires, ainsi que du montant de leurs revenus annuels.

Le dit bill devant comprendre des dispositions pour les fins ci-dessus, et pour autres fins analogues et connexes.

LES SŒURS DU PRÉCIEUX SANG
DE SAINT-HYACINTHE,

369-3 Par le chanoine Beaudry, procureur.

Avis est par les présentes donné que la ville Saint-Laurent s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte, 56 Victoria, chapitre 59, constituant en corporation la ville Saint-Laurent, telle qu'amendée par la loi I Edouard VII, chapitre 51, dans le but suivant : pour rendre applicable à la ville Saint-Laurent, la loi des cités et villes, 1903, et pour abroger l'article 20, de la loi 56 Victoria, chapitre 59, et l'article 6, de la loi I Edouard VII, chapitre 51, et pour telles autres fins qui peuvent être dans l'intérêt de la municipalité.

F. DE S. A. BASTIEN,

Avocat.
403-3

Montréal, 22 janvier 1908.

AVIS.

Avis est donné par Philéas Vannier, rentier, Narcisse Laurier, rentier, tous deux de Montréal, qu'ils s'adresseront, avec d'autres propriétaires, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi aux fins d'amender l'acte de cette province, 3 Edouard VII, chapitre 62, section 52, sous-section 15, paragraphes C et D, de manière à ce que la cité de Montréal soit tenue de payer seule cette partie du coût de l'expropriation, représentant le montant des dommages et la valeur des constructions érigées sur et en dehors de la ligne homologuée de la rue Saint Antoine, de la dite cité, dans la troisième et quatrième section, attendu que les propriétaires qui ont ainsi construit, l'ont fait parce que la dite cité leur avait donné une ligne erronée pour y construire leurs maisons.

BEAUDIN, LORANGER,
ST. GERMAIN & GUERIN,

Avocats des requérants.

Montréal, 22 janvier 1908. 401-3

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation de "Third Order of Saint Francis, Saint Patrick's Fraternity", comme société religieuse et philanthropique, avec pouvoir d'acquiescer et posséder des immeubles et d'obtenir les autres pouvoirs nécessaires aux fins de la dite société.

BEAUDIN, LORANGER,
ST. GERMAIN & GUERIN,

Avocats des requérants.

Montréal, 15 janvier 1908. 301-4

Québec, }
District de Montréal. }

Une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation de "Third Order of Saint Francis, Immaculate Conception Sister hood", comme société

they be given the right of action in courts of justice ; the right of opening a public chapel ; of keeping a private cemetery on their ground ; of possessing a corporative signet ; of appointing and changing at will a procurator ;

They will ask, moreover, that the maximum amount of their annual possible income, both from movable and immovables, be fixed at twenty five instead of five thousand dollars ;

With the obligation of submitting, whenever requested, to the Lieutenant Governor in Council, a detailed account of their properties well as of their annual revenues.

Said bill containing dispositions to the ends aforesaid, and to other ends similar and connected therewith.

THE SISTERS OF THE PRECIOUS BLOOD
OF SAINT HUACINTH,

370 By canon C. H. Beaudry, procurator.

Notice is hereby given that the town of Saint Laurent will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter, 56 Victoria, chapter 59, constituting in corporation the town of Saint Laurent, as amended by the law I Edouard VII, chapter 51, for the following purposes : to make applicable to the town of Saint Laurent, the cities and towns act, 1903, and to abrogate article 20, of the law 56 Victoria, chapter 59, and the article 6, of the law I Edouard VII, chapter 51, and for such other purposes as they may be advised.

F. DE S. A. BASTIEN,

Attorney.
404

Montreal, 22nd January, 1908.

NOTICE.

Notice is given by Philéas Vannier, gentleman, Narcisse Laurier, gentleman, both of Montréal, that they will, with other proprietors, apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to amend the act of this province, 3 Edward VII, chapter 62, section 52, sub section 15, paragraphs C and D, in order that the city of Montréal be forced to pay alone, that part of the cost of expropriation, representing the amount of damages and the value of buildings erected on or beyond the homologated line of Saint Antoine street, of said city, for the third and fourth section, in as much as the proprietors who have constructed in this manner, have done so, because the said city gave them an erroneous line to erect their said buildings.

BEAUDIN, LORANGER,
ST. GERMAIN & GUERIN,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 22nd January, 1908. 402

Province of Québec, }
District of Montreal. }

Application will be made at the next session of the Legislature of the province of Québec, for the incorporation of the Third Order of Saint Francis, Saint Patrick's Fraternity, as a religious and philanthropical corporation, with power to hold real estate and for such other powers as may be necessary or incidental thereto.

BEAUDIN, LORANGER,
ST. GERMAIN & GUERIN,

Attorneys for applicants.

Montreal, 15th January, 1908. 392

Province of Québec, }
District of Montreal. }

Application will be made at the next session of the Legislature of the province of Québec, for the incorporation of the "Third Order of Saint Francis, Immaculate Conception Sister hood", as a religious

religieuse et philanthropique, avec pouvoir d'acquiescer et posséder des immeubles et d'obtenir tels autres pouvoirs nécessaires aux fins de la dite société.

BEAUDIN, LORANGER,
ST. GERMAIN & GUERIN,
Avocats des requérants.

Montréal, 15 janvier 1908. 299.4

[Avis est par les présentes donné que les exécuteurs testamentaires et légataires universels de feu Anselme Labrecque, en son vivant de la cité de Montréal, rentier, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, le droit de faire un emprunt avec garantie hypothécaire sur les immeubles de la dite succession, à un montant suffisant pour leur permettre la reconstruction des bâties existant actuellement sur deux des immeubles dépendant de la dite succession.

J. I. LAVERY,
Procureur des requérants.

Québec, 23 janvier 1908. 417-3

Avis est par les présentes donné que les soussignés s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir une charte les constituant en corporation, eux et toutes les autres personnes qui deviendront porteurs d'actions dans la compagnie, sous le nom de "La Compagnie d'Assurance Hochelaga".

Les objets de la compagnie projetée sont de faire toutes opérations d'assurance et de ré-assurance contre le feu et ses conséquences, les bris de glaces et de chaudières à vapeur, et en général d'assurer et de ré-assurer toutes sortes de propriétés, droits et intérêts généralement quelconques, et d'exécuter toutes matières et choses relatives à ces fins et propres à les accomplir.

HENRI WILFRID CATHCART,
J. M. ROBITAILLE,
H. LANDRY,
M. E. BOURCIER,
PIERRE-AUGUSTE HUBERT.

Montréal, 9 janvier 1908. 297.4

Avis est donné que les "Sœurs de la Miséricorde de Montréal, pour la régie de l'hospice de la Maternité de Montréal" s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine assemblée, pour que leur acte d'incorporation soit amendé et refondu, que leurs pouvoirs soient étendus à l'établissement de crèches, écoles d'infirmières ou hôpitaux et quant au contrôle des enfants abandonnés et autres fins.

LAMOTHE & ST-JACQUES,
Procureurs de la dite communauté.

Montréal, 20 janvier 1908. 407-3

AVIS.

Avis est par le présent donné que William Miller Ramsay, de la cité de Montréal, gentilhomme, Hormidas Laporte, marchand, Gaspard DeSerres, comptable, Charles Brandeis, ingénieur, et Evariste Champagne, agent, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte dans les buts suivants :

1. Les incorporer et telles autres personnes qui peuvent s'associer à eux comme compagnie sous le nom de "The Saraguay Electric & Water Company" avec les pouvoirs suivants et autres :

(a) Faire les affaires d'une compagnie d'éclairage électrique dans toutes ses branches, et de manufacturer, vendre et distribuer l'éclairage, chauffage et pouvoirs produits par l'électricité dans l'île de Montréal, l'île Bizard et dans les comtés des Deux-Montagnes, Laval et Terrebonne.

(b) Faire dans les dites limites les affaires d'une compagnie d'aqueduc dans toutes ses branches.

(c) Prendre possession de la propriété privée et se servir des rues et chemins publics qui peuvent être nécessaires pour les susdites fins, sujets à tels

and philanthropical corporation, with power to hold real estate, and for such other powers as may be necessary or incidental thereto.

BEAUDIN, LORANGER,
ST. GERMAIN & GUERIN,
Attorneys for applicants

Montreal, 15th January, 1908. 300

Notice is hereby given that the testamentary executors and universal legatees of the late Anselme Labrecque, in his lifetime of the city of Montreal, burgess, will petition to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for permission to effect a loan to be guaranteed by mortgage on the immovables of the said estate, and for an amount sufficient to allow the reconstruction of the buildings now being on two of the immovable properties belonging to the said estate.

J. I. LAVERY
Attorney for petitioners.

Quebec, 23rd January, 1908. 418

Notice is hereby given that the undersigned will apply to the Legislature at its next session, to obtain a charter of incorporation to they and all such persons becoming shareholders in the company, under the name of "Hochelaga Insurance Company".

The object of the proposed company is to transact all kind of insurance and reinsurance against fire and its consequences, plate-glass, steam boiler, live stock and to insure property rights and interests of all kinds, and to perform all matters and things connected with such objects and suitable to the accomplishment thereof.

HENRI WILFRID CATHCART,
J. M. ROBITAILLE,
H. LANDRY,
M. E. BOURCIER,
PIERRE-AUGUSTE HUBERT.

Montreal, 9th January, 1908. 298

Notice is given that the "Sœurs de Miséricorde de Montréal, pour la régie de l'Hospice de la Maternité de Montréal" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to have their charter amended and consolidated, that their powers be extended to the establishment of children's cribs, schools of infirmarians or hospitals, as to the control of abandoned children and other purposes.

LAMOTHE & ST. JACQUES,
Attorneys of the said community.

Montreal, 21st January, 1908. 408

NOTICE

Notice is hereby given that William Miller Ramsay, of the city of Montreal, gentleman, Hormidas Laporte, merchant, Gaspard DeSerres, accountant, Charles Brandeis, engineer, and Evariste Champagne, agent, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act for the following purposes :-

1. To incorporate them and such other persons as may hereafter become associated with them as a company under the name of the "Saraguay Electric & Water Company" with the following and other powers :

(a) To carry on a business of an electric light company in all its branches, and to manufacture, sell and distribute light, heat and power produced by electricity in the Island of Montreal, Isle Bizard and the counties of Two Mountains, Laval and Terrebonne.

(b) To carry on within the said limits the business of a waterworks company in all its branches.

(c) To take possession of private property and to make use of public streets and roads as may be necessary for the purposes aforesaid, subject to such

conseillements, restrictions et contrôle qui peuvent être jugés à propos.

(d) Faire toutes affaires qui peuvent être avantageuses en rapport aux susdites affaires.

(e) Acquérir et prendre l'entreprise et propriété de "The Saraguay Electric Light & Power Company" et de toute autre compagnie ou corporation faisant aucune des affaires que la compagnie proposée peut être autorisée à faire.

(f) S'amalgamer avec aucune autre compagnie faisant les mêmes affaires.

2. Valider et confirmer certains contrats faits entre "The Saraguay Electric Light & Power Company" et certaines corporations dans le district de Montréal, et les franchises conférées par les présents, plus spécialement les suivantes :

(1) Entre la ville de Saint-Laurent et François Dufresne, jr., en date du 7 novembre 1905, devant C. S. Tassé, N. P.

(2) Entre la ville de Saint-Laurent et la Compagnie, en date du 26 septembre 1907, H. Gohier, N. P.

(3) Entre le village de Bordeaux et "The Cartierville Electric Light & Power Company" en date du 22 mars 1906, C. Paquet, N. P.

(4) Entre le village de Cartierville et la Compagnie, en date du 9 octobre 1906, H. Gohier, N. P.

(5) Entre le village de Cartierville et la Compagnie, en date du 31 décembre 1906, H. Gohier, N. P.

(6) Entre le village de Ahuntsic et la Compagnie, en date du 3 décembre 1906, J. C. Ogden, N. P.

(7) Entre la ville de Notre Dame-de-Grâces et la Compagnie, en date du 14 mai 1907, E. R. Décary, N. P.

(8) Entre le village du Sault-aux-Récollets et la Compagnie, en date du 19 novembre 1907, H. Gohier, N. P.

(9) Entre les Syndics des Chemins à Barrière de Montréal et "The Cartierville Electric Light and Power Company", en date du 4 octobre 1905, V. Morin, N. P.

(10) Entre les Syndics des Chemins à Barrière de Montréal et "Cartierville Electric Light and Power Company", en date du 19 et du 24 août 1907.

(11) Entre la Compagnie des Chemins à Barrière de l'Île Jésus et la Compagnie, en date du 11 mai 1907, H. Gohier, N. P.

3. Valider et confirmer :

(a) Règlement No 6, du village de Saint-Jean Baptiste, de la Pointe aux Trembles.

(b) Un acte de fidéi-commis de la dite "Saraguay Electric Light and Power Company" à "The National Trust Company", passé devant Gohier, N. P., le trentième jour de novembre 1907, et les garanties émises ou devant être émises à cette fin et la garantie de telles garanties par la corporation du village de Cartierville.

4. Autoriser la garantie par les corporations municipales des obligations et garanties de la dite compagnie proposée.

FLEET, FALCONER,

WILLIAMS & BOVEY,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 24 janvier 1908. 419-3

Avis est par le présent donné que MM. David Levesque, François Coulombe, Georges Roy et autres, tous du district de Montmagny, s'adresseront à la législature, à la prochaine session, pour obtenir un bill les incorporant sous le nom de "L'Assurance Mutuelle des Industries" avec pouvoir de prendre des risques d'assurances contre le feu, la foudre, le vent et autres sources de dommage qui peuvent affecter la propriété, et en général de faire le commerce de toutes assurances outre les assurances maritimes et les assurances sur la vie.

ROMEO LANGLAIS,

Procureur des requérants.

Québec, 30 janvier 1908. 525-2

consents, restrictions and control as may be found advisable.

(d) To carry on any business which may seem capable of being profitably carried on in connection with the above.

(e) To acquire and take over the undertaking and property of the Saraguay Electric Light & Power Company, and of any other company or corporation carrying on any business which the proposed company may be authorised to carry on.

(f) To amalgamate with any other company carrying on a similar business.

2. To validate and confirm certain contracts made between the Saraguay Electric Light and Power Company and certain corporations in the district of Montreal, and the franchises thereby conferred, more especially the following :

(1) Between the town of Saint Laurent and François Dufresne, jr., dated the 7th November, 1905, before C. S. Tassé, N. P.

(2) Between the town of Saint Laurent and the Company, dated 26th September, 1907, H. Gohier, N. P.

(3) Between the village of Bordeaux and the Cartierville Electric Light and Power Company, dated 22nd March, 1906, O. Paquet, N. P.

(4) Between the village of Cartierville and the Company, dated 9th October, 1906, H. Gohier, N. P.

(5) Between the village of Cartierville and the Company, dated 31st December, 1906, H. Gohier, N. P.

(6) Between the village of Ahuntsic and the Company, dated 3rd December, 1906, J. C. Ogden, N. P.

(7) Between the town of Notre Dame de Grâces and the Company, dated 14th May, 1907, E. H. Decary, N. P.

(8) Between the village of Sault aux Récollets and the Company, dated 19th November, 1907, H. Gohier, N. P.

(9) Between "Les Syndics des Chemins à Barrière de Montréal" and the Cartierville Electric Light and Power Company, dated 4th October, 1905, V. Morin, N. P.

(10) Between "Les Syndics des Chemins à Barrière de Montréal," and the Cartierville Electric Light and Power Company, dated the 19th and 24th August, 1907.

(11) Between Isle Jesus Turnpike Company and the Company, dated 11th May, 1907, H. Gohier, N. P.

3. To validate and confirm :

(a) By-law No. 6, of the village of Saint Jean Baptiste de la Pointe aux Trembles.

(b) A deed of trust from the said Saraguay Electric Light and Power Company to the National Trust Company, executed before Gohier, N. P., on the thirtieth day of November, 1907, and the securities issued or to be issued thereunder and the guarantee of such securities by the corporation of the village of Cartierville.

4. To authorise the guarantee by municipal corporations of the bonds and securities of the said proposed company.

FLEET, FALCONER,

WILLIAMS & BOVEY,

Solicitors for applicants.

Montreal, 24th January, 1908. 420

Notice is hereby given that Messrs. David Levesque, François Coulombe, Georges Roy and others, all of the district of Montmagny, will apply to the Legislature, at its next session, to obtain a bill incorporating them by the name of "L'Assurance Mutuelle des Industries;" with power to take insurance risks against fire, lightning, wind and other sources of damage which may effect property, and generally to deal in all kinds of insurance other than maritime insurance and life insurance.

ROMEO LANGLAIS,

Attorney for petitioners.

Quebec, 28th January, 1908. 526

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer à toutes fins que de droit la vente faite par demoiselle Jessie Atkinson et autres à P. G. Bussièrès & Cie devant Alexandre Gauvreau, notaire, à Québec, le 24 janvier 1907, les immeubles désignés au dit acte de vente.

P. G. BUSSIÈRES & CIE,
Requérants.

Québec, 30 janvier, 1908. 551-2

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'il sera demandé à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, une loi pour incorporer, sous le nom de "Comptoir Mobilier Franco-Canadien", une société dont le siège sera en la cité de Montréal, et dont l'objet est de favoriser le développement du pays et d'y faire des entreprises, opérations et placements de tous genres, financiers, agricoles, commerciaux, industriels et autres, à l'aide de capitaux français et autres.

ARTHUR GLOBENSKY,
Procureur.

Montréal, 30 janvier 1908. 555-2

Avis est par le présent donné que MM. Benjamin Décarie, Antoine Hudon, J. J. Crowley, L. A. Picard, Robert Ford, Joseph Hurtubise et al. tous contribuables de la ville de Notre-Dame de Grâce, présenteront un bill à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour amender l'acte d'incorporation de la dite ville, incorporée par 6 Édouard VII, chapitre 53, section 12, en abaissant la qualification foncière du maire et des échevins de \$5,000.00 à \$1,000.00; et annexer la dite ville à la cité de Montréal.

ROMEO LANGLAIS,
Procureur des requérants.

3975.5

AVIS PUBLIC.

La ville de Chicoutimi s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander des amendements à sa charte sur les matières suivantes :

1° La date de la préparation de la liste des électeurs municipaux, la qualification des électeurs municipaux et leur droit de vote, la date des élections municipales, le mode des élections municipales et spécialement le mode de présentation des candidats et la date de leur présentation.

2° Le mode de nomination et d'élection du maire.

3° La composition de la majorité du conseil de ville.

4 Les taxes et les licences.

5° La qualification des échevins.

6° Le mode de convocation des séances du conseil.

L. ALAIN,
Procureur de la requérante.

Chicoutimi, 8 janvier 1908. 193.5

AVIS DIVERS

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 353.

Dame Albina Robert, épouse commune en biens de Hormidas Benoit, hôtelier, de la paroisse de Saint-Malo d'Auckland, district de Saint-François, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

ST. PIERRE & VERRET,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 24 janvier 1908. 577

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to ratify and confirm for all purposes as of right the sale made by Miss Jessie Atkinson and others to P. G. Bussièrès & Co. before Alexandre Gauvreau, notary, at Quebec, on 24th January, 1907, of the immovables in the said deed of sale.

P. G. BUSSIÈRES & CO.,
Petitioners.

Quebec, 30th January, 1907. 552

NOTICE.

Notice is hereby given that an act will be asked to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation, under the name of "Comptoir Mobilier Franco-Canadien," of a company, the principal office of which will be in the city of Montreal, with the object of promoting the development of the country and of carrying out enterprises, operations and investments of all kind, financial, agricultural, commercial, industrial and others, with French and other capital.

ARTHUR GLOBENSKY,
Attorney.

Montreal, 30th January, 1908. 556

Notice is hereby given that Benjamin Décarie, Antoine Hudon, J. J. Crowley, L. A. Picard, Robert Ford, Joseph Hurtubise et al. all proprietors of the town of Notre Dame de Grâce, will present a bill at the next session of the Legislature of the province of Quebec, in order to amend the incorporation act of the said town, incorporated by 6 Édouard VII, chapter 53, section 12, by lowering the qualification of the mayor and aldermen from \$5,000.00 to \$1,000.00; and to annex the said town to the city of Montreal.

ROMEO LANGLAIS,
Attorney for petitioners.

3976

PUBLIC NOTICE.

The town of Chicoutimi will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for amendments to its charter in connection with the following matters :

1. The date of the confection of the list of municipal electors, the qualification of the municipal electors and their right to vote, the date of the municipal elections, the mode of such elections and specially the mode of presentation of the candidates and the date of their presentation.

2. The mode of nomination and election of the mayor.

3. The composition of the majority of the town council.

4. The taxes and licenses.

5. The qualification of the aldermen.

6. The mode of convocation of the sessions of the council.

L. ALAIN,
Attorney for petitioner.

Chicoutimi, 8th January, 1908. 194

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 353.

Dame Albina Robert, wife common as to property of Hormidas Benoit, of the parish of Saint Malo d'Auckland, district of Saint Francis, hotel keeper, has, this day, taken an action for separation of property against her said husband.

ST. PIERRE & VERRET,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 24th January, 1908. 578

Cour Supérieure.—Québec.
No 1039.

Dame Alice Adam, épouse commune en biens de Napoléon Lainé, de la ville de Lévis, commerçant, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Napoléon Lainé, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 30 janvier 1908. 569

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 242.

Dame Cordélia Carrière, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, épouse commune en biens de Léonard Charette, entrepreneur plâtrier, du même lieu,
Demanderesse ;

vs

Le dit Léonard Charette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

GEORGE POLIQUIN,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 3 février 1908. 605

Marie Noéma Marchand, de la ville de Grand-Mère, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens, à son mari, Georges Guilbault, marchand, du même lieu, à la cour supérieure pour le district des Trois-Rivières.

ARTHUR BELIVEAU,
Proc. de la demanderesse.

Grand'Mère, 29 janvier, 1908. 559-2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
No 408.

Dame Léopoldine Dessureault, épouse commune en biens de Valère Trottier, forgeron, de la paroisse de Saint-Stanislas, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Valère Trottier, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de corps a été intentée par la demanderesse contre le défendeur.

BLONDIN & DESY,
Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 2 janvier 1908. 439-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 963.

Dame Julie Gauthier, épouse de Clément Gendron, entrepreneur, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Clément Gendron, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce vingt-neuvième jour de janvier mil neuf cent huit.

BASTIEN, BERGERON,
COUSINEAU, & JASMIN,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 29 janvier 1908. 513-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2393.

Dame Margaret Munro, épouse de Alexandre Colson, gentilhomme, des cité et district de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit mari.

BARNARD & DESSAULLES,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 17 janvier 1908. 453-2

Superior Court.—Québec.
No. 1039.

Dame Alice Adam, wife common as to property of Napoléon Lainé, of the town of Lévis, trader, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs

The said Napoléon Lainé, Defendant.
A suit for separation of property has been brought in this cause against the defendant

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,
Attorneys for plaintiff.

Quebec, 30th January, 1908. 570

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 242.

Dame Cordélia Carrière, of the town of Saint Louis, district of Montreal, wife common as to property of Léonard Charette, plasterer contractor, of the same place,
Plaintiff ;

vs

The said Léonard Charette, Defendant.
An action for separation as to property has been taken, to-day, in this case.

GEORGE POLIQUIN,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 3rd February, 1908. 606

Marie Noema Marchand, of the town of Grand-Mère, has, this day, brought a suit for separation of property against her husband, Georges Guilbault, merchant, of the same place, in the superior court, for the district of Three Rivers.

ARTHUR BELIVEAU,
Attorney for plaintiff.

Grand'Mère, 29th January, 1908. 560

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court*
No. 408.

Dame Leopoldine Dessureault, wife common as to property of Valère Trottier, blacksmith, of the parish of Saint Stanislas, duly authorized to proceed,
Plaintiff ;

vs

The said Valère Trottier, of the same place, Defendant.
An action for separation from bed and board has been instituted by plaintiff against defendant.

BLONDIN & DESY,
Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 2nd January, 1908. 440

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 963.

Dame Julie Gauthier, wife of Clément Gendron, undertaker, of the town of Lachine, in the district of Montreal, duly authorized to sue.
Plaintiff ;

vs

The said Clément Gendron, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, this twenty ninth of January, nineteen hundred and eight.

BASTIEN, BERGERON,
COUSINEAU & JASMIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 29th January, 1908. 514

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2393.

Dame Margaret Munro, wife of Alexander Colson, of Montreal, gentleman, has instituted, this day, against her husband, an action for separation as to property.

BARNARD & DESSAULLES,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th January, 1908. 454

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2979.

Dame Mary Provençal, des cité et district de Montréal, épouse de Abraham Boivin, journalier, de Montréal, a, le 17 de janvier 1908, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

F. P. TREMBLAY,
Procureur de la dite Dame Mary Provençal
Montréal, 23 janvier 1908. 433-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 163.

Dame Elizabeth Brown, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de John Hammond, du même lieu, commis, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
John Hammond susdit, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 16e jour de janvier 1908.

LAFLEUR MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 16 janvier 1908. 383-3

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 311.

Dame Amanda Bernard, de la ville de Montmagny, district de Montmagny, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Eugène Belleau, plombier, du même lieu.

MAURICE ROUSSEAU,
Procureur de la demanderesse.
Montmagny, 13 janvier 1908. 279.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2833.

Alice Gainfort, épouse commune en biens de Alexandre Langlois, marchand, tous deux de Montréal, dit district, Demanderesse ;

vs
Le dit Alexandre Langlois, Défendeur.
Une demande en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

G. EMILE DEPOCAS,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 7 janvier 1908. 277.4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 318.

Dame Clara Bessie Armstrong, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Reginald Albert Bartlett, commerçant, de Sherbrooke susdit, dûment autorisée à ester en justice,

vs
Le dit Reginald Albert Bartlett, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3e jour de janvier 1908.

J. LEONARD,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 4 janvier 1908. 199.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2860.

Dame Marie Louise Périllard, épouse de Emile Doré, charetier, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre le dit Emile Doré.

FAUTEUX & FAUTEUX,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 15 janvier 1908. 503.4

Provinces of Quebec, {
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2979.

Dame Mary Provençal, of the city and district of Montreal, wife of Abraham Boivin, laborer, of Montreal, has, on the 17th of January, 1908, instituted an action for separation as to property against her husband.

F. P. TREMBLAY,
Attorney of the said Mary Provençal.
Montreal, 23rd January, 1908. 434

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 163.

Dame Elizabeth Brown, of the city and district of Montreal, wife common as to property of John Hammond of the same place, clerk, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs
John Hammond aforesaid, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 16th day of January, 1908.

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 16th January, 1908. 384

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 311.

Dame Amanda Bernard, of the town of Montmagny, district of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Joseph Eugène Belleau, of the same place, plumber.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for plaintiff.
Montmagny, 13th January, 1908. 280

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2833.

Alice Gainfort, wife of Alexandre Langlois, merchant, both of the city of Montreal, said district, Plaintiff ;

vs
The said Alexandre Langlois, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

G. EMILE DEPOCAS,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 7th January, 1908. 278

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 318.

Dame Clara Bessie Armstrong, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Reginald Albert Bartlett, trader, of Sherbrooke aforesaid, and duly authorized to institute the present action, Plaintiff ;

vs
The said Reginald Albert Bartlett, Defendant.
A suit for separation as to property has been instituted in this cause, the 3rd day of January, 1908.

J. LEONARD,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 4th January, 1908. 200

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2860.

Dame Marie Louise Périllard, wife of Emile Doré, carter, of Montreal, has instituted, this day, against her husband, an action for separation as to property.

FAUTEUX & FAUTEUX,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 15th January, 1908. 304

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 Dame Amélie Lynch, épouse commune en biens de
 Pierre Poirier, des cité et district de Montréal,
 dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs
 Pierre Poirier, du même endroit, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 par la demanderesse, le 10 janvier 1908.

LAMOTHE & St-JACQUES,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 10 janvier 1908. 325-4

Province de Québec, }
 District de Montréal } *Cour Supérieure*
 No 101.

Dame Helen Knowles, épouse de David H. Scott,
 entrepreneur, tous deux des cité et district de
 Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs
 David H. Scott, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 dans cette cause, le 30 décembre 1907.

E. G. PLACE,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 8 janvier 1908. 159.5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 2102.

Dame Olivine Dauphin, épouse de David Piché,
 des cité et district de Montréal, dûment autorisée
 à ester en justice, Demanderesse ;

vs
 David Piché, du même lieu, Défendeur.
 Une action en séparation de corps et de biens a
 été instituée par la demanderesse, le 9 décembre
 1907.

LAMOTHE & ST-JACQUES,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 30 décembre 1907. 323-4

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure*

Dame Marie Boileau, du canton de Bouchette,
 district d'Ottawa, épouse commune en biens de
 Charles Momy, marchand, du même lieu, dûment
 autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Charles Momy, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le huitième jour de janvier 1908.

MAJOR & FORTIER,
 Procs. de la demanderesse.
 Hull, 8 janvier 1908. 195.5

ALLAN LINES OF ROYAL MAIL
 STEAMSHIPS.

Jeudi, le 27e jour de février 1908, The Allan Line
 Steamship Company vendra par encan public, à
 leurs quais, au pied de la rue Saint-Pierre, Montréal,
 le bagage non réclamé en la possession de la compa-
 gnie depuis trois ans, et que la compagnie retiendra
 des produits de la dite vente les charges raisonnables
 pour emmagasinage et annonce des dits effets
 et bagage, et la balance de la dite vente, s'il y en a,
 sera gardée durant trois mois pour être payée à
 toute personne y ayant droit.

H. & A. ALLAN,
 Montréal, 16 janvier 1908. 331-4

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Dame Amelia Lynch, wife common as to property
 of Pierre Poirier, of the city and district of Mont-
 real, duly authorized to appear in judicial pro-
 ceedings, Plaintiff ;

vs
 Pierre Poirier, of the same place, Defendant.
 A suit for separation of property has been brought
 by the plaintiff, on the 10th of January, 1908.

LAMOTHE & St JACQUES,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 10th January, 1908. 226

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 101.

Dame Helen Knowles, wife of David H. Scott,
 contractor, both of the city and district of Mont-
 real, duly authorized à ester en justice,
 Plaintiff ;

vs
 David H. Scott, Defendant.
 An action for separation as to property was
 instituted in this cause, on the 30th December, 1907.

E. G. PLACE,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 8th January, 1908. 160

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2102.

Dame Olivine Dauphin, wife of David Piché, of the
 city and district of Montreal, duly authorized to
 appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs
 David Piché, of the same place, Defendant.
 A suit for separation from bed and board has
 been brought by the plaintiff, on the 9th of Decem-
 ber, 1907.

LAMOTHE & ST-JACQUES,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 10th January, 1908. 324

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*

Dame Marie Boileau, of the township of Bou-
 chette, in the district of Ottawa, wife common as
 to property of Charles Momy, merchant, of the
 same place, duly authorized to ester en jus ice,
 Plaintiff ;

vs
 The said Charles Momy, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted this eighth day of January, 1908.

MAJOR & FORTIER,
 Attorneys for plaintiff.
 Hull, 8th January, 1908. 196

ALLAN LINES OF ROYAL MAIL
 STEAMSHIPS.

On Thursday, 27th February, 1908, The Allan
 Line Steamship Company will sell by public auction,
 at their wharves, foot of Saint Peter street,
 Montreal, the unclaimed baggage which has re-
 mained in possession of the company for three
 years, and that company will out of the proceeds of
 said sale retain such reasonable charges for storing
 and advertising of such goods and baggage, and the
 balance of said sale, if any, shall be kept for a
 period of three months to be paid over to any
 person entitled thereto.

H. & A. ALLAN,
 Montreal, 16th January, 1908. 332

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Chartrand & Rochon, Montréal,

Insolvables.

Avis est donné que le 31^e jour de janvier 1908, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets au bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 8 février 1908. 565

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 30.

Dans l'affaire de Ovila Hurteau, boucher, des cité et district de Montréal,

et

Emmanuel Gauthier, agent voyageur, de Montréal, Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le débiteur a fait, le 31 janvier 1908, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Montréal.

GODFROI COURVILLE,
 Gardien provisoire.

F. P. Tremblay,
 Procureur du gardien provisoire.
 Montréal, 1^{er} février 1908. 575

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re J. E. Bourcier, Montréal, Insolvable.
 Avis est donné que, le 3^e jour de février 1908, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 8 février 1908. 583

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. N. Lesperance, Chambly Bassin, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que, le 4^e jour de février 1908, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
 P. L. TURGEON,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, rue Saint-François-Xavier. 603

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Lepshitz & Hyams, manufacturiers, de Montréal, Insolvable.

Avis est donné que, le 28^{ième} jour de janvier 1908, par un ordre de la cour, j'ai été nommé

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Chartrand & Rochon, Montreal,

Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 31st day of January, 1908, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street,
 Montreal, 8th February, 1908. 566

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 30.

In the matter of Ovila Hurteau, butcher, of the city and district of Montreal, Insolvent;

and

Emmanuel Gauthier, commercial traveller, of Montreal, Creditor, petitioner for assignment.

Notice is hereby given that, on the 31st day of January, 1908, the said insolvent debtor has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court, at Montreal.

GODFROI COURVILLE,
 Provisional guardian.

F. P. Tremblay,
 Attorney of the provisional guardian.
 Montreal, 1st February, 1908. 576

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*

In re J. E. Bourcier, Montreal Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the 3rd day of February, 1908, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street.
 Montreal, 8th February, 1908. 584

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J. N. Lesperance, Chambly Basin, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 4th day of February, 1908, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this notice.

P. J. CHARTRAND,
 P. L. TURGEON,
 Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint François Xavier street. 604

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Lepshitz & Hyams, manufacturers, of Montreal, Insolvents.

Notice is given that, on the 28th day of January, 1908, by order of the court, I have been appointed

curateur à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

Edifice "New-York Life",
No 11, Place d'Armes.
Montréal, 4 février 1908. 623

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de N. Abdalla, Knowlton, Québec,
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans la susdite affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 26e jour de février 1908, le et après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des sous-signés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint Jacques.
Montréal, 8 février 1908. 625

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Hormidas Benoit, de Saint-Malo,
comté de Compton, hôtelier,

Débitteur insolvable ;

et

Oscar Lefebvre, commis, de la cité et du district de
Montréal, Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, le 4 février courant, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sherbrooke.

OSCAR LEFEBVRE,
Gardien provisoire.

Sherbrooke, 5 février, 1908. 627

District de Québec.

Re E. M. Vallée & Cie, modistes, Québec,
Insolvables.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 4 février 1908, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 5 février 1908. 643

District de Trois-Rivières.

Re Oscar Hébert, marchand, Saint-Léonard,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 4 février 1908, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 5 février 1908. 641

District de Saint-François.

James W. Abbey, de Stansted, marchand, a, le 31 janvier 1908, fait cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau

curateur to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of his assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at my office within one month from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

New-York Life Building,
No. 11, Place d'Armes.
Montreal, 4th February, 1908. 624

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of N. Abdalla, Knowlton, Quebec,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 26th February, 1908, on and after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 8th February, 1908. 626

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

In the matter of Hormidas Benoit, of Saint Malo,
county of Compton, hotel keeper,

Insolvent debtor ;

and

Oscar Lefebvre, clerk, of the city and district of
Montreal, Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that, on the 4th day of February instant, the said insolvent debtor has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court, at Sherbrooke.

OSCAR LEFEBVRE,
Provisional guardian.

Sherbrooke, 5th February, 1908. 628

District of Québec.

Re E. M. Vallée & Co., milliners, Québec,
Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 4th February, 1908, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 5th February, 1908. 644

District of Three Rivers.

Re Oscar Hébert, merchant, Saint Léonard,
Insolvent.

In virtue of an order of the court dated 4th February, 1908, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 5th February, 1908. 642

District of Saint Francis.

James W. Abbey, of Stanstead, merchant, has, on the 31st of January, 1908, made a judicial assignment of all his property for the benefit of his

du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-François, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 5 février 1908. 637

District de Beauce.

Re J. L. Larochelle, voiturier, Saint-Georges,
Beauce, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 4
février 1908, j'ai été nommé curateur aux biens
de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
cette succession sont requises de les produire devant
moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 5 février 1908. 639

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de H. G. Kenwood (Kenwood & Co.),
Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 30e jour de
décembre 1907, nous avons été nommés curateurs
conjointes des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
le dit failli sont requises de les produire, dûment
attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques,
Montréal, 3 février 1908. 611

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Sloves & Cohen, Montréal,
Faillis.

Avis est par le présent donné que, le 24e jour de
janvier 1908, nous avons été nommés curateurs
conjointes des biens des dits faillis.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
les dits faillis sont requises de les produire, dûment
attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques,
Montréal, 3 février 1908. 609

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 21

Dans l'affaire de Joseph N. Brouillette, Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli
a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens
pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du
Protonotaire pour le district de Montréal.

H. V. DUGGAN,
JOSEPH DESAUTELS,
Subrogés gardiens provisoires

Chambre 220, Board of Trade Bld., Montréal.
Montréal, 29 janvier 1908. 613

Avis est par le présent donné que Urgel Labelle,
boulangier, de la ville et du district d'Iberville, a
fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses
créanciers, le 3 février 1908.

PAUL LABELLE,
Gardien provisoire.

665

creditors, at the prothonotary's office of the superior
court for the district of Saint Francis, according to
law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
Quebec, 5th February, 1908. 638

District of Beauce.

Re J. L. Larochelle, Saint-Georges, Beauce,
Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 4th
February, 1908, I have been appointed curator to
this estate.

All persons having claims against this estate are
requested to file them with me within thirty days
from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 5th February, 1908. 640

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of H. G. Kenwood & Co., Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 30th day of
December, 1907, we were appointed joint curators
to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent
are requested to file same, duly attested under
oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 3rd February, 1908. 612

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of Sloves & Cohen, Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 24th day of
January, 1908, we were appointed joint curators
to the estate of the said insolvents.

All parties having claims against said insolvents
are requested to file same, duly attested under
oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 3rd February, 1908. 610

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 21.

In the matter of Joseph N. Brouillette, Montreal
Insolvent.

Notice is hereby given that the above named has,
this day, made a judicial abandonment of his pro
perty for the benefit of his creditors in the protho
notary's office for the district of Montreal.

H. V. DUGGAN,
JOSEPH DESAUTELS,
Subrogate provisional guardians.

220, Board of Trade Building, Montreal.
Montreal, 29th January, 1908. 614

Notice is hereby given that Urgel Labelle, baker,
of the town and district of Iberville, has made an
assignment of his property for the benefit of his
creditors, on the 3rd of February, 1908

PAUL LABELLE,
Provisional guardian.

666

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Antonio Otis, restaurant, Montréal,

Failli.

Avis est donné que, le 4 février 1908, le sus-nommé a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure, district de Montréal.

A. ABRAHAMSON,
 Gardien provisoire.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques, Montréal.
 Montréal, 8 février 1908.

661

Avis est par le présent donné que le sousigné a été nommé curateur dans l'affaire de Morin & Lebel, manufacturiers, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal.

Les créanciers des dits insolubles sont priés de produire leurs réclamations, sous serment, dans un délai de trente jours.

ALFRED DURANLEAU,
 Curateur.

72, Notre-Dame-Est.
 Montréal, 5 février 1908.

663

Province de Québec, }
 District de St-Hyacinthe. }
 Dans l'affaire de Napoléon Blanchard, marchand, des
 cité et district de Saint-Hyacinthe,

Cédant;

et

Joseph Napoléon Cabana, courtier d'assurances et
 comptable, de la dite cité de Saint-Hyacinthe,
 Cessionnaire.

Avis public est par les présentes donné que, le 4 février courant, le cédant a fait, entre mes mains, une cession volontaire de ses biens pour le bénéfice commun de ses créanciers, par acte reçu devant M^{re} E. Chabot, notaire, de Saint-Hyacinthe.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le cédant sont requises de les produire, dûment assermentées, au bureau du sousigné, en la dite cité de Saint-Hyacinthe, sous trente jours de cette date.

J. N. CABANA,
 Cessionnaire.

Saint-Hyacinthe, 4 février, 1903.

635

Règle de Cour

Province de Québec, }
 District de Rimouski. } *Cour de Circuit.*
 No 8443.

Rimouski, le vingt-septième jour de janvier 1908.
 Devant le greffier.

Dame Elise Bélavance, du Bic, Demanderesse;
 vs

Joseph A. Levasseur, du même lieu,
 Défendeur;

et

Pierre Emile D'Anjou, du même lieu,
 Opposant.

Vu la motion de la demanderesse alléguant l'insolabilité du défendeur;

Vu l'absence du juge et l'urgence;

Ordre est donné aux créanciers du défendeur, J. A. Levasseur, de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la première publication de cette ordonnance.

LETENDRE & CHAMBERLAND,
 G. C. C.

Fiset, Tessier & Tessier,
 Procureurs de la demanderesse,
 Rimouski, 27 janvier 1908.

573

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Antonio Otis, restaurant-keeper, Montreal,
 Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 4th February, 1908, the above named fyled his statement of assets and liabilities with the prothonotary of the superior court, district of Montreal.

A. ABRAHAMSON,
 Provisional guardian.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street Montreal.
 Montreal, 8th February, 1908.

662

Notice is hereby given that the undersigned has been appointed curator in the matter of Morin & Lebel, manufacturers, of the town of Saint Louis, district of Montreal.

Creditors of the said insolvents are required to file their claims, under oath, within thirty days.

ALFRED DURANLEAU,
 Curator.

72, Notre Dame East.
 Montreal, 5th February, 1908.

664

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. }
 In the matter of Napoléon Blanchard, merchant,
 of the city and district of Saint Hyacinth,
 Assignor and debtor;

and

Joseph Napoléon Cabana, of the said city of Saint
 Hyacinth, insurance broker and accountant,
 Assignee.

Public notice is hereby given that, on the 4th day of February instant, the said Napoléon Blanchard has made a voluntary assignment in my hands of all his goods, chattels, movable and immovable, book debts, and of all his property real and personal for the common benefit of his creditors, by virtue of a deed of assignment executed before M^{re} E. Chabot, notary public, at Saint Hyacinth.

Creditors are requested to file their claims, duly sworn to, with the undersigned, at his place of business in the said city of Saint Hyacinth, within thirty days from this date.

J. N. CABANA,
 Assignee.

Saint Hyacinth, 4th February, 1908.

636

Rule of Court

Province of Quebec, }
 District of Rimouski. } *Circuit Court.*
 No. 8443.

Rimouski, the twenty seventh day of January, 1908.
 Before the clerk.

Dame Elise Belavance, of Bic, Plaintiff;

vs
 Joseph A. Levasseur, of the same place,
 Defendant;

and

Pierre Emile D'Anjou, of the same place,
 Opposant.

Seeing the plaintiff's motion alleging the defendant's insolvency;

Seeing the absence of the judge and the urgency of the case;

Order is given to the creditors of the defendant, J. A. Levasseur, to file their claims within fifteen days from the first publication of this order.

LETENDRE & CHAMBERLAND,
 C. C. C.

Fiset, Tessier & Tessier,
 Attorneys for plaintiff.
 Rimouski, 27th January, 1908.

574

Ventes par le Shérif—Arthabaska

Sheriff's Sales—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRÉS** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour de Circuit.—Comté de Drummond.*

Arthabaska, à savoir : } **G. AMÉDÉ DUCLOS**,
No 8261. } **G.** banquier, faisant
affaires sous la raison sociale de "La Caisse d'Économie de Drummondville", Demandeur; contre
EUDORE MARTIN ET AL. Défendeurs.

Comme appartenant à Eudore Martin :

1° Un terrain formant partie du lot cadastral numéro quinze a (15 a), dans le quatrième rang du canton de Kingsey, contenant un acre et demi de large à sa limite nord-est à environ quatre acres au sud-ouest du chemin de front et allant en s'élargissant jusqu'à ce qu'il atteigne une largeur d'environ sept acres et demi à sa limite sud-ouest, au troisième rang; borné au nord-ouest et au nord-est par Charles Wright, au sud-est par le lot quatorze c (14 c), du quatrième rang, appartenant à Dame Paul Lacourse—sans bâtisses.

Comme appartenant à Jos. Martin :

2° Le lot numéro cadastral dit-huit e (18 e), dans le cinquième rang du canton de Kingsey, contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

3° Le lot cadastral numéro vingt-huit (28), du cinquième rang du canton de Kingsey, contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus, les immeubles en premier et deuxième lieu désignés, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix de Kingsey, le **DIXIÈME** jour de **MARS** prochain 1908, à l'heure de **MIDI**, et l'immeuble en troisième lieu désigné, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Lucien, le même jour à **TROIS** heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 5 février 1908. 633
[Première publication, 8 février 1908.]

MANDAT DE CURATEUR.*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **IN RE ARTHUR DESI-**
No 209. } **LETS**, failli, vs **V. E.**
PARADIS, curateur.

Conformément à l'art. 879, C. P. C.

1° Un emplacement dans le village de la paroisse de Sainte-Clothilde de Horton, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Horton, sous le numéro cent quatre-vingt-seize (196)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances

2° Un emplacement dans le village de la paroisse de Sainte-Clothilde de Horton, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Horton, sous le numéro cent quatre-vingt-dix-sept (197)—avec un magasin et logement privé avec rallonge, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Clothilde de Horton, le **DOUZIÈME** jour de **MARS** prochain, 1908, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 5 février, 1908. 631
[Première publication, 8 février 1908.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Circuit Court.—County of Drummond.*

Arthabaska, to wit : } **G. AMÉDÉ DUCLOS**,
No. 8261. } **G.** banker, doing business
under the name and style of "La Caisse d'Économie de Drummondville, Plaintiff; against **EUDORE MARTIN ET AL.** Defendants.

As belonging to Eudore Martin :

1. A piece of land forming part of cadastral lot number fifteen a (15 a), in the fourth range of the township of Kingsey, containing one and a half acre in width at its north eastern limit, at about four acres south westerly of the front road and getting gradually larger till it is seven and a half acres at its south westerly limit, at third range; bounded north westerly and north easterly by Charles Wright, south easterly by lot No. fourteen c (14 c), of fourth range, belonging to Mrs. Paul Lacourse—with no buildings.

As belonging to Jos. Martin :

2. Lot number eighteen e (18 e), of cadastre, in the fifth range of the township of Kingsey, containing fifty acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

3. Cadastral lot number twenty eight (28), in the fifth range of the township of Kingsey, containing fifty acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold, immovables in 1st and 2nd place mentioned, at the parochial church door of Saint Félix de Kingsey, on the **TENTH** day of **MARCH** next 1908 at **NOON**, and immovable last mentioned at the parochial church door of Saint Lucien, on same day, at **THREE** o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 5th February, 1908. 634
[First published, 8th February, 1908.]

CURATOR'S WARRANT.*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **IN RE ARTHUR DESI-**
No. 209. } **LETS**, insolvent, and
V. E. PARADIS, curator.

In conformity to art. 879, C. P. C.

1. An emplacement in the village of the parish of Ste Clothilde de Horton, known and described on the official cadastre for the township of Horton, under number one hundred and ninety six (No. 196) with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. An emplacement in the village of the parish of Sainte Clothilde de Horton, known and described on the official cadastre of the township of Horton, under number one hundred and ninety seven (197)—with a store and private lodging and addition thereto, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Clothilde de Horton, on the **TWELFTH** day of **MARCH** next, 1908, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaska, 5th February, 1908. 632
[First published, 8th February, 1908.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **D**AME **M**ARIE **L**A-
No 217. } **C**OSTE, de la paroisse
de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville,
épouse commune en biens de Solyme Messier, et
dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
contre le dit **SOLYME MESSIER**, du même lieu,
Défendeur.

Les droits et parts indivis du dit défendeur, consistant dans les quatre-cinquièmes indivis en propriété et dans la jouissance de l'autre cinquième, conjointement avec son épouse, Marie Lacoste, la vie durant du dit défendeur, dans une terre et les bâtisses y érigées, située dans le rang de la Grande Ligne, dans la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, contenant deux arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, plus ou moins ; bornée en front vers l'est, au chemin public du dit rang, vers l'ouest en profondeur aux terres du rang de Pin-Court, joignant d'un côté le terrain de Damase Daudelin ou représentants, et de l'autre côté celui de dame veuve et des héritiers Phénix ou leurs représentants—avec une maison, grange et autres bâtisses. La dite terre étant connue et désignée sous le numéro trois cent vingt-huit (328), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Alexandre.

La dite saisie et vente étant faites à la charge de la jouissance et usufruit de la dite dame Marie Lacoste, la vie durant de cette dernière, sur la totalité du dit immeuble et dépendances, créées en vertu d'un acte de donation entrevus consentie par Léocadie Fournier et *uxor*, en faveur de la dite Marie Lacoste, passé devant le notaire Bombardier, à Marieville, dans le district de Saint-Hyacinthe, le douze novembre, mil huit cent quatre-vingt-tix, et enregistré sous le No 28660, du registre B.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Alexandre susdite, le **DIXIEME** jour de **MARS** prochain, à **ONZE** heures de l'avant midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif,

Saint-Jean, 5 février 1908.

[Première publication, 8 février 1908.]

Shérif.

691

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **D**AME **M**ARIE **L**A-
No 217. } **C**OSTE, of the parish
of Saint Alexander, in the district of Iberville, wife
common as to property of Solyme Messier, and duly
authorized to ester en justice, Plaintiff ; against the
said **SOLYME MESSIER**, of the same place,
Defendant.

The rights and the undivided parts of the said defendant, consisting in the four fifths undivided in property and the enjoyment of the other fifth, jointly with his wife, Marie Lacoste, during the lifetime of the said defendant, in a farm and the buildings thereon erected, situate on the range of the Grand Line, in the parish of Saint Alexander, in the district of Iberville, containing two arpents in width by thirty arpents in depth, more or less ; bounded in front towards the east, by the public road of the said range, towards the west in depth by the lands of the range Pin-Court, joining on one side the land of Damase Daudelin or representatives, and on the other side the land of Dame widow and of the heirs Phénix or representatives—with a house, barn and other buildings. The said farm being known and designated under the number three hundred and twenty eight (No. 328), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Alexander.

The said seizure and sale being made to the charge of the enjoyment and usufruct of the said Dame Marie Lacoste, during the life time of the latter, of the whole of the said immoveable and dependencies, created by virtue of deed of gift *inter vivos* consented by Léocadie Fournier et *uxor*, in favor of the said Marie Lacoste, passed before the notary Bombardier, at Marieville, in the district of Saint Hyacinth, on the twelfth of November, one thousand eight hundred and ninety, and registered under the No. 28660, of the register B.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Alexander aforesaid, on the **TENTH** day of **MARCH** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office,

Saint Johns, 5th February 1908.

[First published, 8th February, 1908.]

Sheriff.

692

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **F**RANCOIS **X**AVIER **D**E-
No 1008 } **C**ARIE, bourgeois, de la
cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre
les terres et tenements de **ALPHONSE MONETTE**,
du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la ville de Notre-Dame de Grâce, connu sous le numéro cinquante-neuf (59), au plan de subdivision du lot officiel numéro cinquante-deux (52), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal ; borné en front par la rue Saint-Charles

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **F**RANCOIS **X**AVIER **D**E-
No. 1008. } **C**ARIE, gentleman, of the
city and district of Montreal, Plaintiff ; against the
lands and tenements of **ALPHONSE MONETTE**,
of the same place, Defendant.

A lot of land situate and being in the town of Notre Dame de Grâce, known as number fifty nine (59) on the subdivision plan of the official lot number fifty two (52), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal ; bounded in front by Saint Charles street

(avenue Monette)—avec les bâtisses et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 5 février 1908. 669
[Première publication, 8 février 1908.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; vs
No 1255. } ALCIDE MONTREUIL,
à savoir :

Le lot No 1546 (mille cinq cent quarante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Bonaventure—circonstances et dépendances ; sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 juin aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 30 janvier 1908. 533.2
[Première publication, 1er février 1908.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } ALBERIC ARCHIE MONDOU,
No 2810 B. } Demandeur ; contre OSCAR
GLADU, Défendeur.

Un morceau de terre situé en le village de Pierreville, sur la rue du Bord de l'Eau, en la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, étant le lot numéro neuf cent quatre-vingt-neuf (No 989), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, le DIX-NEUVIEME jour du mois de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 15 janvier 1908. 321-2
[Première publication, 18 janvier 1908.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

3

(Monette Avenue)—with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 5th February, 1908. 670
[First published, 8th February, 1908.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; vs
No. 1255. } ALCIDE MONTREUIL,
to wit :

Lot No. 1546 (one thousand five hundred and forty six), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Quebec, being a lot situate on Bonaventure street—circumstances and dependencies ; subject to a yearly rent of \$6.00, payable on the 29th of June, to the Reverend Ladies of the Hotel-Dieu of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Québec, 30th January, 1908. 534
[First published, 1st February, 1908.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } ALBERIC ARCHIE MONDOU,
No. 2810 B. } Plaintiff ; against OSCAR
GLADU, Defendant.

A lot of land situate in the village of Pierreville, on Bord de l'Eau street, in the parish of Saint-Thomas de Pierreville, being lot number nine hundred and eighty nine (No. 989), of the official cadastre of the parish of Saint Thomas de Pierreville—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Thomas de Pierreville, on the NINETEENTH day of the month of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 15th January, 1908. 322
[First published, 18th January, 1908.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, dans et pour le comté de Richmond, à Danville.

Saint-François, à savoir : } GEDEON BOISVERT
No 782. } ET AL, Demandeurs ;
vs BENJAMIN GERVAIS, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur :

Uns étendue ou un morceau de terre situé dans le village de Asbestos, dans le comté de Richmond, formant partie du lot numéro dix, dans le canton de Shipton, maintenant connu comme lot numéro cent soixante et quatorze (174), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit village de Asbestos ; borné en front par une ruelle—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Danville, dans le village de Danville, le DIX-HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 14 janvier 1908. 281-2
[Première publication, 18 janvier 1908.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } CYPRIEN GUILLE-
No 155. } METTE, Deman-
deur ; vs AZARIE LEGARÉ, menuisier, de la paroisse de Sainte-Thècle, en sa qualité de tuteur ad hoc à Phidime Guillemette, Arthur Guillemette et Adrien Guillemette, enfants mineurs, et al, Défendeurs.

Un immeuble situé en la paroisse de Sainte-Thècle, faisant partie du lot numéro quatre-vingt-cinq (85), du cadastre du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Thècle, de la contenance de cinquante-huit pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir dans les bornes suivantes : en front par le chemin public, en arrière par le lac Chicot, d'un côté au nord-ouest par le cordon qui sépare les terres du rang B et du rang A, et d'un autre côté au sud-est, partie par Pierre Neault, et partie par Alphonse Grenier, le dit immeuble étant la propriété de feu Joseph Guillemette, actuellement représenté par le demandeur et les défendeurs—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, le ONZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières 5 février 1908. 667
[Première publication, 8 février 1908.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 6 février 1908, de nommer M. Cyrille Taillefer, maire de la paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval, en vertu des dispositions des articles 330, 332 et 117, du code municipal.

695

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, in and for the county of Richmond, at Danville.

Saint Francis, to wit : } GEDEON BOISVERT
No. 782. } ET AL, Plaintiffs ; vs
BENJAMIN GERVAIS, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant :

A certain tract or parcel of land situate in the village of Asbestos, in the county of Richmond, forming part or a portion of lot number ten, in the township of Shipton, now known as the lot number one hundred and seventy four (174), on the official cadastral plan and book of reference of the said village of Asbestos ; bounded in front by a lane—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de Danville, in the village of Danville, on the EIGHTEENTH day of FEBRUARY next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 14th January, 1908. 282
[First published, 18th January, 19 8.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } CYPRIEN GUILLE-
No. 155. } METTE, Plaintiff ;
vs. AZARIE LEGARÉ, joiner, of the parish of Sainte Thecle, in his quality of tutor ad hoc to Phidime Guillemette, Arthur Guillemette and Adam Guillemette, minor children, et al, Defendant.

A lot situate in the parish of Sainte Thecle, forming part of lot number eighty five (85), of the cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte Thecle, containing fifty eight feet in front by the depth there may be within the following bounds : in front by the public road, in rear by the lake Chicot, on one side to the north west by the line separating the lands of range B and of range A, and on another side to the south east partly by Pierre Neault, and partly by Alphonse Grenier, said lot being the property of late Joseph Guillemette, now represented by the plaintiff and the defendants—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Thecle, on the ELEVENTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 5th February, 1908. 668
[First published, 8th February, 1908.]

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 6th February, 1908, to appoint Mr. Cyrille Taillefer, mayor of the parish of Sainte Rose, county of Laval, in virtue of the provisions of articles 330, 332 and 117, of the municipal code.

696

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 7 février 1908, de nommer MM. Clément Mathie et William Stevenson, conseillers de la municipalité de East Wakefield, comté de Wright, en vertu des dispositions de l'article 327, du code municipal. 697

Demandes à la Législature

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est donné par les présents qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, pour obtenir des amendements à la loi 2 Édouard VII, chapitre 76, et à la loi 4 Édouard VII, chapitre 84, afin de modifier le pouvoir d'emprunt et d'émission de débetures y accordés concernant l'émission du capital action prévu dans les dites lois.

ALPHONSE DECARY,
Procureur des pétitionnaires.

Montréal, 3 février, 1908. 649

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par les présents donné par Israël Louis Lafleur, marchand, de Notre-Dame de Grâces, dans le district de Montréal, Oscar Pierre Dorais, Albert Paul Dorais, tous deux avocats, de la cité et du district de Montréal, Louis J. Roberge, commerçant, de Thetford Mines, Louis H. Hénault, gentilhomme, de la cité et du district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature, de la province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir une loi, les incorporant en société, sous le nom de "D'Israeli Light and Power Co.", aux fins suivantes :

1° Pour fournir de l'éclairage, du chauffage et de la force motrice dans un rayon de trente milles de D'Israëli, dans le district de Saint-François.

2° Pouvoir exproprier pour les fins susdites :

3° Acquérir, échanger par vente, bail ou autre contrat, les propriétés, brevets, invention, procédés de fabrication nécessaires à son exploitation.

4° Acquérir les pouvoirs, droits et privilèges accordés à toutes compagnies.

5° Se fusionner avec toute corporation ou compagnie faisant des exploitations semblables.

6° Pouvoir avoir accès dans les rues et chemins publics pour l'installation nécessaire à la transmission de l'électricité, de la chaleur et la force motrice.

7° Emettre des débetures, des actions payables suivant que les directeurs de la compagnie permettront.

8° Souscrire et acquérir les parts dans le capital de toute autre compagnie.

9° Faire toutes autres affaires qui peuvent être avantageuses pour les fins de la dite compagnie.

ALPHONSE DECARY,
Procureur des requérants.

Montréal, 3 février 1908. 647

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par les présents donné par le révérend Joseph Placide Desrosiers, prêtre, curé, de la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens, Francis Monette, médecin, Pierre Desforges, entrepreneur, tous deux de la cité et du district de Montréal, et Pascal Lemieux, de la paroisse de Notre-Dame de Grâces, dans le district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, afin d'autoriser le dit Francis Monette, à vendre une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Pierre-aux-Liens, contenant environ vingt-cinq arpents en superficie, faisant partie du lot numéro cent trente, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelega, avec toutes les bâtisses et dépendances dessus érigées.

ALPHONSE DECARY,
Procureur des requérants.

Montréal, 3 février 1908. 645

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 7th February, 1908, Messrs. Clement Mathie and William Stevenson, councillors for the municipality of East Wakefield, county of Wright, in virtue of the provisions of article 327, of the municipal code. 698

Applications to the Legislature

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, to obtain amendments to the act 2 Edward VII, chapter 76, and to the act 4 Edward VII, chapter 34, to modify the power to borrow and to emit debentures therein granted concerning the issue of the capital stock provided for in the said acts.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioners.

Montreal, 3rd February, 1908. 650

Province of Québec, }
District of Montréal. }

Notice is hereby given by Israel Louis Lafleur, merchant, of Notre Dame de Graces, in the district of Montreal, Oscar Pierre Dorais, Albert Paul Dorais, both advocates, of the city and district of Montreal, Louis J. Roberge, trader, of Thetford Mines, Louis H. Henault, gentleman, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act incorporating them as an association, by the name of "D'Israeli Light and Power Co.", for the following purposes :

1. For furnishing light, heat and motive power, within a radius of thirty miles from Disraeli, in the district of Saint Francis.

2. Power to expropriate for the said purposes :

3. To acquire, exchange by sale, lease or other contract, properties, patents of invention, processes of fabrication needed for its working.

4. To acquire the rights and privileges granted to all companies.

5. To amalgamate with any corporation or company carrying on the same business.

6. Power to have access in the streets and public roads for the installation necessary for the transmission of electricity, heat and motive power.

7. To issue debentures, shares payable as the directors of the company will allow.

8. To subscribe to and acquire shares in the capital of any other company.

9. To do anything else that may be advantageous for the purposes of the company.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioners.

Montreal, 3rd February, 1908. 648

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given by the Reverend Joseph Placide Desrosiers, parish priest, of the parish of Saint Pierre-aux-Liens, Francis Monette, physician, Pierre Desforges, contractor, both of the city and district of Montreal, and Pascal Lemieux, of the parish of Notre Dame de Grâces, in the district of Montreal, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, to authorize the said Francis Monette, to sell a land situate and being in the parish of Saint Pierre aux Liens, containing about twenty five arpents in area, forming part of lot number one hundred and thirty, of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, in the county of Hochelega, with all the buildings and dependencies thereon erected.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioners.

Montreal, 3rd February 1908. 646

Avis Divers

Cour Supérieure—Quebec.

No 1321.

Marie Jean Beté, épouse commune en biens de
Antoine Mante, Demanderesse ;

vs

Antoine Mante, de la cité de Québec, commerçant,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le troisième jour de février 1908.

DROUIN, PELLETIER, BAILLARGEON
& ST. LAURENT,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 6 février 1908. 689

Miscellaneous Notices

Superior Court.—Quebec.

No. 1321.

Marie John Beté, wife common as to property of
Antoine Mante, Plaintiff ;

vs

Antoine Mante, of the city of Quebec, trader,
Defendant.

A suit for a separation of property has been
brought in this cause, on the third day of February,
1908.

DROUIN, PELLETIER, BAILLARGEON
& St. LAURENT,
Attorneys for plaintiff.
Québec, 6th February, 1908. 690

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Québec. }
No 1493.

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Joseph Bouchard, laitier, de Stada-
cona, Débitteur insolvable ;

et

Philias Bouchard,

Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur
a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses
créanciers, au bureau du protonotaire de la cour
supérieure, à Québec, le 3 février 1908.

ARTHUR E. SIMARD,
Gardien provisoire.

Québec, 5 février 1908. 671

Province de Québec, }
District de Montréal. }
In re Anne Hould, "J. B. Mantha & Cie,"

Cour Supérieure.

Faillie.

Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal,
ai été dûment nommé curateur à la faillite du sus-
nommé par l'honorable juge Davidson, le 3e jour
de février 1908.

Les créanciers du dit failli sont requis de pro-
duire leurs réclamations à mon bureau, s'ils ne l'ont
pas encore fait, No 15, rue Saint-Jacques, Montréal,
dans les trente jours de la date du présent avis.

F. X. BILODEAU,
Curateur.

Montréal, 4 février 1908. 685

Province de Québec, }
District de Montréal. }
In re A. Galarneau & Cie, Montréal, Insolvable.

Cour Supérieure.

Avis est donné que, le 6e jour de février 1908, par
un ordre de la cour, nous avons été nommés cura-
teurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui
ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens
et effets au bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre
bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 8 février 1908. 683

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de
Geo. Elie Amyot & Fils, de Québec, marchands,
payable le ou après le 25 février 1908.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 6 février 1908. 687

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Quebec. }
No. 1493.

Superior Court.

In the matter of Joseph Bouchard, milkman, of
Stadacona, Insolvent debtor ;

and

Philias Bouchard,

Creditor, petitioner for assignment.

Notice is hereby given that, on the 3rd day of
February, 1908, the said insolvent debtor has made
an assignment of his estate for the benefit of his
creditors, at the prothonotary's office of the superior
court, at Québec.

ARTHUR E. SIMARD,
Provisional guardian.

Québec, 5th February, 1908. 672

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
In re Anne Hould, "J. B. Mantha & Co.,"

Superior Court.

Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of
Montreal, have been duly appointed curator to
above named insolvent estate by Honorable judge
Davidson, on the 3rd day of February, 1908.

Creditors of said insolvent are requested to pro-
duce their claims at my office, if they have not
already done so, No. 15, Saint James street, Mon-
treal, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
Curator.

Montreal, 4th February, 1908. 686

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
In re A. Galarneau & Co., Montreal, Insolvent.

Superior Court.

Notice is hereby given that, on the 6th day of
February, 1908, by order of the court, we were
appointed joint curators to the estate of the above
named, who have made a judicial abandonment of
all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one
month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street, Montreal.
Montreal, 8th February, 1908. 684

Notice is hereby given that a first and final divid-
end sheet has been declared in the matter of
Geo. Elie Amyot & Fils, of Québec, merchants,
payable on or after the 25th of February 1908.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Québec, 6th February, 1908. 688

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Emile D. Carrier, de Québec, marchand,

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.
Québec, 6 février 1908. 673

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Joseph Edmond Dulac, de Saint-Ludger, comté de Beauce, marchand.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.
Québec, 6 février 1908. 675

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
DANS l'affaire de J. Albert Thibaut, marchand,
de la cité de Sorel, Débitéur insolvable ;

et
"Montreal Packing Co., Limited,"
Créancier, requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sorel.

FRANK COTÉ,
Gardien provisoire.
Sorel, 4 février 1908. 679

Avis est par le présent donné que Pierre Godreau, épiciier, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 3 février 1908.

PHILOMENE GODREAU,
Gardien provisoire.
681

AVIS DE DIVIDENDE.

Dans l'affaire de la succession P. Jodoin, Coaticook.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection dans mon bureau, No 91, Sovereign Bank Building, Montréal, jusqu'à vendredi, le vingt huitième jour de février 1908, après laquelle date les dividendes seront payés.

A. K. FISK, C. A.,
Curateur.

Bureau de Savage & Fisk,
Comptables licenciés.
Montréal, 8 février 1908. 677

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 4 février 1908, dans une cause dans laquelle Dame Blanche Brunet, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Narcisse Emilien Brais, marchand, du même lieu, Dame Berthe Brunet, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph L. Perron, avocat et conseil du Roi, tous deux du même lieu, et les dits Narcisse Emilien Brais et Joseph L. Perron, parties aux présentes, pour autoriser leur épouse, sont Demandeurs, et Dame Yvonne Brunet, de la ville Saint-Louis, district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Perrault, architecte, du même lieu, et le dit Joseph Perrault, partie aux présentes, pour autoriser son épouse, Delle Aurore Brunet, fille majeure et usant de ses droits, du même lieu, Dame Mary Ann Brazier, des cité et district de Montréal, veuve de feu Alphonse Racine, en son vivant du même lieu, Dame Suzanne Brazier, de High River, province d'Alberta, épouse séparée de biens de Joseph Limoges, du même lieu, et le dit Joseph Limoges,

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of Emile D. Carrier, of Québec, merchant.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.
Québec, 6th February, 1908. 674

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of Joseph Edmond Dulac, merchant, of Saint Ludger, county of Beauce.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.
Québec, 6th February, 1908. 676

Province of Québec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
In the matter of J. Albert Thibaut, merchant,
of the city of Sorel, Insolvent debtor ;

and
"Montreal Packing Co., Limited",
Creditor, petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, at Sorel.

FRANK COTÉ,
Provisional guardian.
Sorel, 4th February, 1908. 680

Notice is hereby given that Pierre Godreau, grocer, of the town of Saint Johns, district of Iberville, has made an assignment of his property for the benefit of his creditors, on the 3rd day of February, 1908.

PHILOMENE GODREAU,
Provisional guardian.
682

DIVIDEND NOTICE.

In the matter of estate P. Jodoin, Coaticook.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection at my office, No. 91, Sovereign Bank Building, Montreal, until Friday, the twenty eighth day of February, 1908, after which date the said dividends will be paid.

A. K. FISK, C. A.,
Curator.

Office of Savage & Fisk,
Chartered Accountants.
Montreal, 8th February, 1908. 673

Licitation

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

Notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 4th of February, 1908, in a cause in which Dame Blanche Brunet, of the city and district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Narcisse Emilien Brais, merchant, of the same place, Dame Berthe Brunet, wife separated as to property by marriage contract of Joseph L. Perron, advocate, and King's Counsel, both of the same place, and the said Narcisse Emilien Brais and Joseph L. Perron, parties hereto to authorize their wives, are Plaintiffs, and Dame Yvonne Brunet, of the town of Saint Louis, district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Joseph Perrault, architect, of the same place, and the said Joseph Perrault, a party hereto to authorize his wife, Miss Aurore Brunet, spinster, in the enjoyment of her rights, of the same place, Dame Mary Ann Brazier, of the city and district of Montreal, widow of the late Alphonse Racine, in his lifetime of the same place, Dame Suzanne Brazier, of High River, province of Al-

partie aux présentes, pour autoriser son épouse, John Brazier, de High River, province d'Alberta, et Emile Hébert, des cités et district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Un immeuble étant partie du lot No officiel 249, du quartier Saint-Jacques, ayant environ 48 pieds de front sur la rue Saint-André, dans la cité de Montréal, par 85 pieds de profondeur.

2° Un immeuble portant les Nos officiels 248 et 255, du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au dernier enchérisseur, le QUATORZIÈME jour de MARS 1908, cour tenante, dans la salle d'audience No 31, du palais de justice de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

CHARLES ARCHER,

Avocats des demandeurs.

Montréal, 5 février 1908. 659
[Première publication, 8 février 1908.]

berta, wife separated as to property of Joseph Limoges, of the same place, and the said Joseph Limoges, a party hereunto to authorize his said wife, John Brazier, of High River, province of Alberta, and Emile Hebert, of the city and district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

1. An immovable being part of the official lot No 249, of Saint James ward, measuring about 48 feet in front on Saint Andrews street, in the city of Montreal, by 85 feet in depth.

2. An immovable bearing the official Nos. 248 and 255, of Saint James ward, in the city of Montreal.

The immovables above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTEENTH day of MARCH next, 1908, sitting the court, in room No. 31, of the court house, of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed on the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

CHAS. ARCHER,

Attorney for plaintiffs.

Montreal, 5th February, 1908. 660
[First published, 8th February, 1908.]

Index de la Gazette Officielle de Québec No 6.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — Dmes Adam vs Lainé, 320; Armstrong vs Bartlett, 321; Bernard vs Belleau, 321; Beté vs Mante, 332; Boileau vs Momy, 322; Brown vs Hammond, 321; Carrière vs Charette, 320; Gainfort vs Langlois, 321; Gauthier vs Gendron, 320; Knowles vs Scott, 322; Lynch vs Poirier, 322; Marchand vs Guilbault, 320; Munro vs Colson, 320; Périllard vs Doré, 321; Provençal vs Boivin, 321; Robert vs Benoit, 319.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Dme Dauphin vs Piché, 322; Dessureault vs Trottier, 320.

ANNONCEURS : — Avis aux ! — Concernant avis, etc., 297.

AVIS : — Aux conseils municipaux, 297; Date de réception de pétition pour Bills Privés, 305; La Médaille Albert, 299.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 307; Conseil législatif, 306.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Amender loi 5 Edouard VII, 1905, chap. 77, 271; Amender loi 2 Edouard VII, &c., 331; Bourret, J. A. O., 314; Bussières, P. G. & Cie, 319; Cie d'Assurance Hochelaga, 317; Cie de Pouvoir Electrique de Québec, 311; Comptoir Mobilier Franco-Canadien, 319; Corporation de la ville de Beauharnois, 313; Corporation de la ville de Joliette, 309; Décarie, Benjamin et autres, 319; Desrosiers, Rév. J. P. et autres, 331; D'Israeli Light & Power Coy, 331; Exécuteurs testamentaires de feu Ans. Labrecque, 317;

Index of the Quebec Official Gazette, No. 6.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes Adam vs Lainé, 320; Armstrong vs Bartlett, 321; Bernard vs Belleau, 321; Beté vs Manté, 332; Boileau vs Momy, 322; Brown vs Hammond, 321; Carrière vs Charette, 320; Gainfort vs Langlois, 321; Gauthier vs Gendron, 320; Knowles vs Scott, 322; Lynch vs Poirier, 322; Marchand vs Guilbault, 320; Munro vs Colson, 320; Périllard vs Doré, 321; Provençal vs Boivin, 321; Robert vs Benoit, 319.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BODY AND BOARD : — Dme Dauphin vs Piché, 322; Dessureault vs Trottier, 320.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c., 297.

NOTICE : — To municipal councillors, 297; Date of reception of petition for Private Bills, 305; The Albert Medal, 299.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 307; Legislative Council, 306.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — To amend act 5 Edward VII, 1905, chap. 77, 271; To amend act 2 Edward VII, &c., 331; Bourret, J. A. O., 314; Bussières, P. G. & Cie, 319; Cie d'Assurance Hochelaga, 317; Cie de Pouvoir Electrique de Québec, 311; Comptoir Mobilier Franco-Canadien, 319; Corporation of the town of Beauharnois, 313; Corporation of the town of Joliette, 309; Décarie, Benjamin and others, 319; Desrosiers, Rev. J. P. and others, 331; D'Israeli Light & Power Coy, 331; Testamentary executors of late Ans. Labrecque, 317;

Fabrique de la paroisse des Saints-Anges de Lachine, 312; Hôpital Sainte-Justine, 314; Hôtel Château Frontenac, 312; La Protection, 310; L'Assurance Mutuelle des Industries, 318; Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de N.-D. de Montréal, 313; Les Sœurs Adoratrices du Précieux Sang de Joliette, 315; Les Sœurs de Miséricorde de Montréal, 317; Ligue Anti-Alcoolique de Montréal, 321; L'Institut des Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie, 311; Magdalen River Valley Railway Company, 311; Modern Fire Insurance Co, 315; Montreal Street Railway Coy, 310; Municipalité de la ville de Shawinigan Falls, 313; Protestant Pastors, Minister and Clergy, 313; Révérendes Sœurs du Précieux Sang de Saint-Hyacinthe, 315; Rousseau, J. A. et autres, 309; Syndics de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, 312; The Clothing Association of Montreal, 312; The Horses, Cattle and Domestic Animals Insurance Coy of Quebec, 310; The Saraguay Electric Light & Power Coy, 317; Third Order of Saint Francis, Immaculate Conception Sister Hood, 316; Third Order of Saint Francis, Saint Patrick's Fraternity, 316; Vannier et al, 316; Ville de Chicoutimi, 319; Ville de Notre-Dame de Grâce, 314; Ville de Saint-Laurent, 316; Ville de la Longue-Pointe, 311; Wabasso Cotton Coy, 312.

ERRATUM :—Page 254, Nos. 481-82, 298.

FAILLIS :—Abbey, 324; Abdalla, 324; Amyot & Fils, 332; Benoit, 324; Blanchard, 326; Bouchard, 332; Bourcier, 323; Brouillette, 325; Carrier, 333; Chartrand & Rochon, 323; Dulac, 333; Galarneau & Co, 332; Godreau, 333; Hébert, 324; Hould (Dme), 332; Hurteau, 323; Jodoin (succession), 333; Kenwood, 325; Labelle, 325; Larochelle, 325; Lepshitz & Hyams, 323; Lésperance, 323; Morin & Lehel, 326; Otis, 326; Sloves & Cohen, 325; Thibaudeau, 333; Vallée & Cie, 324.

LETTRES PATENTES :—La Cie Manufacturière du Village d'Israëli, 301; The Marieville Knitting Coy, 301; The Quebec Electric Launderers, Dyers & Cleaners, 304; The Sainte Lawrence Lumber Industrial Coy, 304.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :—A Sainte-Germaine du Lac Etchemin partie du canton de Ware, 305; Village de la Baie de Shawenegan, 305.

NOMINATIONS :—Conseillers :—Municipalité du canton de Bristol, 297; Municipalité de Wakefield-East, 331.

Coroners :—District de Bedford, 297.

Maire :—Paroisse de Sainte-Rose, 330.

PROCLAMATION :—Convocation des chambres pour dépêche des affaires, 298.

RÈGLE DE COUR :—Bélavance (Dme) vs Levasseur, 326.

SYNOPSIS des rapports de compagnies d'assurance contre le feu, 302.

VENTE D'EFFETS NON RÉCOMMÉS :—Allan Lines of Royal Mail Steamships, 322.

VENTES PAR LICITATION :—Brunet (Dme) et al vs Dme Brunet et al, 333.

The Fabrique of the parish of Les Saints Anges de Lachine, 312; Sainte Justine Hospital, 314; Château Frontenac Hotel, 312; La Protection, 310; L'Assurance Mutuelle des Industries, 318; The curé and church-wardens of the l'Œuvre and Fabrique of the parish of N.-D. de Montreal, 313; Les Sœurs Adoratrices du Précieux Sang de Joliette, 315; Les Sœurs de Miséricorde de Montréal, 317; Ligue Anti-Alcoolique de Montréal, 311; L'Institut des Sœurs Servantes du Sacré-Cœur de Marie, 311; Magdalen River Valley Railway Company, 311; Modern Fire Insurance Co, 315; Montreal Street Railway Company, 310; Municipality of the town of Shawinigan Falls, 313; Protestant Pastors, Minister and Clergy, 313; Reverend Sisters of the Precious Blood of Saint Hyacinth, 315; Rousseau, J. A. and others, 309; Trustees of the parish of Saint Joseph d'Alma, 312; The Clothing Association of Montreal, 312; The Horses, Cattle and Domestic Animals Insurance Coy of Quebec, 310; The Saraguay Electric Light & Power Coy, 317; Third Order of Saint Francis, Immaculate Conception Sister Hood, 316; Third Order of Saint Francis, Saint Patrick's Fraternity, 316; Vannier et al, 316; Town of Chicoutimi, 319; Town of Notre Dame de Graces, 314; Town of Saint Laurent, 316; Town of Longue Pointe, 311; Wabasso Cotton Coy, 312.

ERRATUM :—Page 254, Nos. 481-82, 298.

INSOLVENTS :—Abbey, 324; Abdalla, 324; Amyot & Fils, 332; Benoit, 324; Blanchard, 326; Bouchard, 332; Bourcier, 323; Brouillette, 325; Carrier, 333; Chartrand & Rochon, 323; Dulac, 333; Galarneau & Co, 332; Godreau, 333; Hébert, 324; Hould (Dme), 332; Hurteau, 323; Jodoin (estate), 333; Kenwood, 320; Labelle, 325; Larochelle, 325; Lepshitz & Hyams, 323; Lésperance, 323; Morin & Lebel, 326; Otis, 326; Sloves & Cohen, 325; Thibaudeau, 333; Vallée & Cie, 324.

LETTERS PATENT :—La Cie Manufacturière du Village d'Israëli, 301; The Marieville Knitting Coy, 301; The Quebec Electric Launderers, Dyers & Cleaners, 304; The Saint Lawrence Lumber Industrial Coy, 304.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to annex or to erect, &c. :—To Sainte Germaine du Lac Etchemin part of the township Ware, 305; Village of Baie de Shawenegan, 305.

APPOINTMENTS :—Councillors :—Municipality of the township of Bristol, 297; Municipality of East Wakefield, 331.

Coroners :—District of Bedford, 297.

Mayor :—Parish of Sainte Rose, 330.

PROCLAMATION :—Parliament convoked for dispatch of business, 298.

RULES OF COURT :—Bélavance (Dme) vs Levasseur, 326.

SYNOPSIS of returns of Fire Insurance Companies, 302.

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE :—Allan Lines of Royal Mail Steamships, 322.

SALES BY LICITATION :—Brunet (Dme) et al vs Dme Brunet et al, 333.

VENTES PAR LES SHÉRIFS :

ARTHABASKA : — Désilets, failli, 327 ; Duclos vs Martin et al, 327.

IBERVILLE : —Lacoste (Dine) vs Messier, 328.

MONTREAL : —Decarie vs Monette, 328.

QUÉBEC : —La cité de Québec vs Montreuil, 329.

RICHELIEU : —Mondou vs Gladu, 329.

SAINT FRANÇOIS : — Boisvert et al vs Gervais, 329.

TROIS-RIVIÈRES : — Guillemette vs Légaré, 330.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Désilets, insolvent, 327 ; Duclos vs Martin et al, 327.

IBERVILLE : —Lacoste (Dine) vs Messier, 328.

MONTREAL : —Decarie vs Monette, 328.

QUEBEC : —The city of Quebec vs Montreuil, 329.

RICHELIEU : —Mondou vs Gladu, 329.

SAINT FRANCIS : —Boisvert et al vs Gervais, 329.

THREE RIVERS : —Guillemetts vs Légaré, 330.